



COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COMITE PERMANENT
INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL

Règlement c/reg.4/05/2008 portant
Harmonisation des Règles régissant le
contrôle de Qualité, la Certification et la
Commercialisation des Semences
végétales et Plants dans l'espace
CEDEAO

Institut du Sahel (INSAH) - NOVEMBRE 2009



SOIXANTIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Abuja 17 - 18 Mai 2008

RÈGLEMENT C/REG.4/05/2008 PORTANT HARMONISATION DES RÈ GLES REGISSANT LE CONTRÔLE DE QUALITÉ, LA CERTIFICATION ET LA COMMERCIALISATION DES SEMENCES VÉ GÉTALES ET PLANTS DANS L'ESPACE CEDEAO

LE CONSEIL DES MINISTRES

Vu les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu la Décision A/DEC.11/01/05 portant adoption de la politique agricole de la CEDEAO ;

Vu la Décision C/DEC.1/5/81 relative aux volets de la lutte contre la faim, de vulgarisation de certaines variétés végétales et espèces animales, de financement de programmes, de recherches et de projets agricoles de production, de stockage et de traitement de produits agricoles ;

Vu la Décision C/DEC.5/5/81 relative à la production de semences sélectionnées de base et aux choix des stations de production ;

Vu la Décision C/DEC.1/05/83 relative aux programmes à court et moyen termes sur la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement agricole ;

Vu la Décision C/DEC.14/12/90 portant création d'un comité semencier ;

Vu la Décision C/DEC.16/12/90 portant création des comités techniques inter Etats chargés du suivi des tendances des prix pour produits agricoles ou groupes de produits ;

CONSIDERANT le rôle stratégique du secteur agricole dans l'économie des Etats membres à travers l'alimentation des populations et la réduction de la pauvreté en milieu rural ;

CONSIDERANT la nécessité de promouvoir au sein des Etats membres, une agriculture durable plus productive et compétitive permettant d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs ;

CONVAINCU que les semences sont d'une importance fondamentale dans la promotion d'une agriculture durable et dans la réalisation de la politique agricole de la Communauté ;

RECONNAISSANT qu'un approvisionnement régulier du marché des Etats membres en semences de bonne qualité et accessibles aux producteurs est une condition essentielle de la réalisation de la sécurité alimentaire et de l'accroissement du niveau de vie des agriculteurs ;

DÉSIREUX d'assurer un approvisionnement sécurisé des marchés des Etats membres en semences de bonne qualité et à cette fin, d'harmoniser les règles régissant la production et la commercialisation des semences dans lesdits Etats ;

SE FELICITANT de l'implication active et de la contribution positive d'autres organisations sous-régionales telles que le CILSS et l'U.E.M.O.A dans l'élaboration, l'amélioration et la finalisation du projet du présent Règlement ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion des Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Alimentation des Etats membres de la CEDEAO qui s'est tenue à Ouagadougou le 8 novembre 2007 ;

E D I C T E

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : DEFINITIONS

Article Premier : Définitions

Au sens du présent Règlement, on entend par :

AGRICULTEURMULTIPLICATEUR : la catégorie d'agriculteurs spécialisés dans la multiplication des semences.

ALLOGAMIE : le mode de fécondation croisée où les deux gamètes (cellules reproductrices mâle et femelle) proviennent de deux individus différents.

ANALYSE DES SEMENCES : l'ensemble des techniques utilisées au laboratoire pour déterminer la qualité d'un échantillon de semences.

ANTECEDENT OU PRECEDENT CULTURAL : la culture effectuée au cours de la campagne qui précède immédiatement celle dont il est question.

AUTO FECONDATION : la fécondation d'un pistil par le pollen de la même fleur ou d'une autre fleur de la même plante.

AUTOGAMIE : le mode de fécondation où les gamètes mâle et femelle proviennent du même individu.

CASTRATION DES VEGETAUX : l'enlèvement ou destruction des organes reproducteurs mâles des végétaux.

CATALOGUE DES ESPECES ET VARIETES : le document officiel qui contient la liste de toutes les espèces et les variétés homologuées.

CATALOGUE OUEST AFRICAIN DES ESPECES ET VARIETES VEGETALES ou COAÆV : le catalogue des espèces et variétés végétales commun aux Etats membres.

CATEGORIE DE SEMENCES : la classe de semences de même nature pouvant comporter une ou plusieurs générations.

CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE : le document conforme aux modèles préconisés par la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV).

CERTIFICATION : l'aboutissement d'un processus de contrôle de qualité des semences au champ et au laboratoire, permettant de s'assurer que les semences sont conformes aux normes minimales de pureté variétale fondées sur la filiation génalogique et sur un système de sélection conservatrice de leurs caractéristiques variétales, selon les dispositions des règlements techniques en vigueur.

CHAMP SEMENCIER : toute portion de terrain consacrée à la production ou à la multiplication des semences d'une variété donnée.

COMMERCIALISATION : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences ou de plants, que ce soit contre rémunération ou non.

COMMISSION : la Commission de la CEDEAO.

Communauté : la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

CONDITIONNEMENT DES SEMENCES : L'Opération par laquelle les semences sont séchées, nettoyées, triées, traitées et emballées pour éviter leur dégradation physique, chimique ou biologique et faciliter leur manutention.

CONTRAT DE MULTIPLICATION : Convention écrite qui lie des agriculteurs-multiplicateurs à des producteurs de semences agréés par les services compétents.

CONTROLE DE QUALITE : l'ensemble d'activités menées par les services compétents visant à vérifier que la pureté variétale ou génétique des semences, leur état physiologique ou sanitaire ainsi que les normes technologiques sont conformes aux règlements techniques en vigueur dans les Etats membres.

CONTROLEUR SEMENCIER : tout technicien chargé d'inspecter les cultures sur pied afin de s'assurer que l'implantation et la conduite des parcelles de multiplication de semences s'effectuent conformément aux règlements techniques en vigueur dans les Etats membres;

DECLARATION DE CULTURE : le document ou formulaire à remplir par les personnes physiques ou morales inscrites sur la liste des producteurs semenciers.

DISJONCTION : toute plante issue de la descendance d'une variété et ne présentant pas les caractéristiques de la variété car non génétiquement fixée.

DISTRIBUTEUR DE SEMENCES : toute personne physique ou morale, autre que le producteur de semences, qui commercialise des semences, en qualité de grossiste, demi-grossiste ou détaillant.

DROIT COMMUNAUTAIRE : le droit résultant de l'application de dispositions du Traité de la CEDEAO et des textes subséquents.

ECHANTILLON DE SEMENCES : toute portion représentative d'un lot de semences prélevée suivant les règlements techniques en vigueur.

ECHANTILLONNAGE : l'ensemble d'opérations consistant à prélever un échantillon suivant un processus donné.

EMBALLAGE : tout récipient, notamment sacs, sachets, boîtes, en matériaux divers tels que coton, papier, aluminium, polyéthylène, dans lequel les semences sont conditionnées.

EPURATION : l'élimination des plantes hors-types, des plantes malades ou de toutes autres plantes qui pourraient altérer la qualité des semences.

ESPECE : l'ensemble d'individus qui se distinguent par un certain nombre de caractères communs et qui sont interféconds entre eux.

ESSAI OU TEST DE GERMINATION : tout essai réalisé en laboratoire, visant à observer que l'apparition d'une plantule et son développement jusqu'au stade où l'aspect de ses organes essentiels indiquent qu'elle aurait été ou non capable de donner ultérieurement une plante normale dans des conditions favorables de pleine terre.

ETAT SANITAIRE DES SEMENCES : la situation se rapportant à la présence ou non de maladies causées notamment par les champignons, les bactéries, les virus ainsi que de parasites tels que les insectes, les acariens et les nématodes.

ETIQUETTE : tout document présentant de manière visible et lisible, les informations précises permettant l'identification et la traçabilité de la semence.

FAÇON GERMINATIVE : la capacité de germination d'un lot de semences évaluée en calculant, dans le lot de semences considérées, le pourcentage de graines qui germent en conditions normalisées dans un temps donné.

GENERATION : la filiation dans les descendance successives.

GRAIN ET SEMENCE DE FERME : toute semence et graine produites sur l'exploitation elle-même, destinées à l'usage personnel de l'agriculteur en dehors de toute commercialisation.

GRaine DE MAUVAISES HERBES : toute graine de plantes sauvages herbacées.

HOMOLOGATION : la procédure par laquelle les variétés candidates à l'inscription au catalogue national des variétés sont inscrites;

HOMOZYGOTE : tout individu dont les cellules possèdent en double le gène d'un caractère donné.

HORS-TYPES : toute plante issue d'une variété mais non-conforme au standard de la variété.

HYBRIDE DOUBLE : le produit d'un croisement entre deux hybrides simples faisant intervenir quatre lignées.

HYBRIDE SIMPLE (F₁) : le produit d'un croisement entre deux lignées pures obtenues par autofécondation artificielle.

HYBRIDE TROIS VOIES : le produit d'un croisement entre un hybride simple femelle et une lignée pure mâle.

HYBRIDE : le produit d'un croisement entre deux ou plusieurs variétés génétiquement différentes.

INDIVIDU : tout spécimen vivant d'une espèce animale ou végétale issu d'une cellule unique.

ISOLEMENT : les dispositions prises pour protéger une parcelle de production de semences de toute pollution par un pollen étranger.

ISOLEMENT DANS LE TEMPS : le décalage de la date de semis des variétés de la même espèce de manière à ce que les périodes de floraison ne coïncident pas.

ISOLEMENT DANS L'ESPACE : le maintien d'une distance réglementaire entre une variété à multiplier et une autre variété de la même espèce ou entre une variété multipliée et la même variété non épurée.

I.S.T.A. : l'Association Internationale d'Essais de Semences ou International Seed Testing Association.

LABORANTIN (E) : toute personne formée pour travailler dans un laboratoire.

LABORATOIRE D'ANALYSES DES SEMENCES : tout local spécialement aménagé pour effectuer des essais de semences portant généralement sur la pureté spécifique, la pureté variétale, la germination, le taux d'humidité et l'état sanitaire, afin d'en déterminer la qualité;

LIGNEE PURE : toute lignée génétiquement homozygote et homogène.

LIGNEE : l'ensemble d'individus descendant d'un ou de plusieurs parents. Chez les végétaux, la lignée est le résultat d'autofécondations successives réalisées au cours de plusieurs générations.

LOT DE SEMENCES : toute quantité définie et identifiable par un numéro de semences homogènes en ce qui concerne notamment l'identité et la pureté variétale ou génétique, la pureté spécifique, la faculté germinative et le taux d'humidité.

LOT NATURE : tout lot de semences destinée à la certification.

MAINTENEUR : toute personne ou organisation responsable du maintien d'une variété figurant sur le Catalogue national, susceptible d'être admise à la certification.

MATÉRIEL PARENTAL (G₀) : tout matériel initial ou génération zéro (G₀) dont la production est basée sur une méthode bien précise de sélection conservatrice.

MATIERE ACTIVE : le constituant d'un produit de traitement auquel est dû tout ou partie de son efficacité.

MATIERE INERTE : toute impureté, telle que les débris, la terre ou les fragments de paille, contenue dans un lot de semences.

NOUIMES : les éléments de référence permettant d'apprécier la qualité d'une semence.

OBTENITEUR : toute personne physique ou morale qui a créé ou qui a découvert et mis au point une variété nouvelle.

ORGANISME PRIVE AGREE : toute institution privée habilitée par l'Etat membre à assurer les activités de contrôle et de certification.

ORIGINE DU LOT : tout lieu de production d'un lot de semences, tels que le pays, la ville, le village ou toute autre localité pertinente.

PARCELLE SEMENCIERE : toute portion de terrain d'un seul tenant, comportant un ou plusieurs champs de semences.

PLANTE ADVENTICE : toute plante indésirable ou mauvaise herbe dans une culture.

PLANTE ALLOGAME : toute plante à fécondation croisée.

PLANTE AUTOGAME : toute plante qui se reproduit par la fécondation de ses ovules par son propre pollen.

PLANT : tout jeune sujet végétal, bouture de tiges, de feuilles ou de racine, greffons et marcottes destinés à la production de plantes.

PLANT MALADE : tout plant présentant des malformations de développement liées à une infestation.

PLANTULE : toute jeune plante issue de la germination de la graine et se nourrissant encore aux dépens de celle-ci.

POLLEN : l'ensemble de grains microscopiques produits par les anthères et qui forment les éléments reproducteurs mâles des végétaux à fleurs.

POLLUTION : toute contamination d'une multiplication de semences par la présence de hors-types, d'adventices et, ou de maladies dangereux et de plantes d'autres espèces cultivées, difficiles à séparer.

PRODUCTEUR DE SEMENCES : toute personne physique ou morale spécialisée dans la production de semences et dûment admise au contrôle.

PRODUCTEUR-DISTRIBUTEUR DE SEMENCES : toute personne physique ou morale spécialisée dans la production de semences et qui s'adonne à la commercialisation de semences, en qualité de grossiste, demi-grossiste ou détaillant.

PURETE SPECIFIQUE : la proportion de la spéculation considérée dans un lot de semences.

PURETE VARIETALE OU GENETIQUE : la proportion, au champ, de plantes conformes au standard de la variété. Proportion, au laboratoire, de la variété considérée dans un lot de semences.

REGLEMENT TECHNIQUE : le document énonçant les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symbole, ou de prescriptions en matière d'emballage de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un service, un procédé ou une méthode de production donnés.

SELECTIONNEUR : toute personne physique ou morale qui fait de l'amélioration des plantes en vue de créer de nouvelles variétés.

SEMENCE : tout matériel ou organe végétal ou partie d'organe végétal tels que, graine, bouture, bulbe, greffon, rhizome, tubercule, embryon, susceptible de reproduire un individu.

SEMENCEAU : tout ou partie d'un tubercule destiné à l'ensemencement comme dans le cas des ignames ou des pommes de terre.

SEMENCE CONVENTIONNELLE : toute semence d'une variété dont les caractéristiques visuelles, technologiques et agronomiques ont été stabilisées par des manipulations utilisant les règles de génétique et les lois de la biologie classique.

SEMENCE CERTIFIEE : toute semence obtenue par la première ou la deuxième multiplication de la semence de base.

SEMENCE D'ADVENTICE : toute semence de plantes indésirables ou mauvaises herbes dans une culture.

SEMENCE DE BASE (G₁) : toute semence issue de semence de pré-base et qui a été produite sous la responsabilité du mainteneur selon les règles de sélection conservatrice généralement admises pour la variété et qui est destinée à la production de semences certifiées.

SEMENCE INFECTÉE : toute semence dans laquelle ont pénétré des agents pathogènes vivants tels que les bactéries, les mycoplasmes, les virus, les protozoaires, les champignons ou les levures.

SEMENCE INFESTÉE : toute semence envahie d'animaux parasites tels que les insectes ou les acariens.

SEMENCE MÈRE : toute semence mise en terre pour produire une nouvelle génération. Toute génération peut être utilisée comme semence mère sauf celle qui est vendue à l'agriculteur pour produire les grains de consommation.

SEMENCE NON CONVENTIONNELLE : toute semence autre que conventionnelle.

SEMENCE DE PRÉ-BASE: toute génération G₀, G₂ ou G₃ de semences se situant entre le matériel parental et précédant les semences de base. La production de semence de pré-base est assurée directement par l'obteneur de la variété ou son mandataire.

SERVICE OFFICIEL DE CONTRÔLE ET DE CERTIFICATION : le service ou organisme national chargé du contrôle et de la certification des semences.

STOCKAGE DES SEMENCES : la conservation des semences dans un magasin ou un entrepôt dans des conditions adéquates de température et d'humidité.

TAUX D'HUMIDITÉ OU TENEUR EN EAU : le pourcentage de la quantité d'eau contenue dans un échantillon de semences.

TECHNICIEN-SEMENCES : tout professionnel des semences agréé par le service ou organisme national chargé du contrôle et de la certification des semences de l'Etat membre pour assister les producteurs de semences.

TRAITEMENT CHIMIQUE : l'application d'un ou plusieurs agents chimiques sur les semences en vue de leur protection phytosanitaire.

TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE : l'application de produits chimiques sur les semences en vue de leur protection contre les maladies et les parasites.

VARIETE COMPOSITE : toute variété obtenue par combinaison de plusieurs lignées ou populations et qui comporte une relative variabilité génétique.

VARIETE OU VARIETE VEGETALE: l'ensemble végétal d'un taxon botanique du rang le plus bas connu i) défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes, ii) distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et iii) considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit conforme.

CHAPITRE II : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 2 : Objet

1. Le présent Règlement a pour objet d'harmoniser les règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et des plants agricoles dans les Etats membres.
2. Cette harmonisation vise à garantir la bonne qualité et à déterminer l'origine des semences des variétés des espèces végétales énumérées dans le Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales tel que défini à l'*Article 9* du présent Règlement.
3. De manière plus spécifique, l'harmonisation doit permettre de:
 - Faciliter la production locale des semences de qualité ;
 - faciliter le commerce de semences entre les Etats membres, par l'application de principes et règles régionalement convenues qui minimisent les entraves aux échanges commerciaux ;
 - faciliter l'accès des agriculteurs aux semences de qualité en temps et lieux opportuns ;
 - créer un environnement favorable à l'investissement privé dans l'industrie des semences ;
 - faciliter l'accroissement des choix de semences disponibles aux agriculteurs ;
 - promouvoir le partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Article 3 : Champ d'application

1. Le présent Règlement s'applique à l'ensemble des activités relatives aux semences notamment celles concernant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences.
2. Il ne s'applique pas aux grains et semences de ferme dont l'usage est libre, sous réserve de l'application des règles en vigueur dans la CEDEAO.

CHAPITRE III : PRINCIPES GENERAUX

Article 4 : Principe d'harmonisation

Aux fins de la réalisation de l'harmonisation visée par le présent Règlement, la Communauté contribue au rapprochement des législations des Etats membres en matière de semences.

Article 5 : Principe de libre circulation des semences

Afin de contribuer à l'organisation du marché commun prévu par la politique agricole de la Communauté, les semences circulent librement sur le territoire des Etats membres dès lors qu'elles sont conformes aux normes de qualité en vigueur dans la CEDEAO.

Article 6 : Principe de reconnaissance mutuelle et d'équivalence

1. Les Etats membres mettent en œuvre le principe de reconnaissance mutuelle des certifications fondées sur des prescriptions techniques et normes communautaires en matière de semences végétales ainsi que des procédures de contrôle et d'homologation en vigueur dans la CEDEAO, en les reconnaissant comme équivalentes.
2. Chaque Etat membre accepte sur son territoire les semences conformes aux normes techniques adoptées par un autre Etat membre.

Article 7 : Principe de reconnaissance des normes internationales

En vue d'assurer la libre circulation des semences dans la Communauté et de favoriser leur commerce régional et international, les Etats membres fondent leurs règlements techniques en matière de semences, sur les normes, directives et recommandations internationales.

Article 8 : Principe de participation et d'information

1. Les Etats membres assurent la pleine participation des différents acteurs du secteur semencier au processus de décisions publiques relatives aux semences.
2. Les Etats membres organisent l'accès du public à l'information relative aux semences que détiennent les autorités publiques.
3. Les Etats membres contribuent à la formation et à la sensibilisation des acteurs du secteur semencier.

CHAPITRE IV: INSTRUMENT ET ORGANE DE GESTION DES SEMENCES

Article 9 : Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales

1. Il est institué un Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales, ci-après dénommé « COAfEV », en vue d'une meilleure gestion des activités de contrôle de qualité et la certification des semences dans les Etats membres.
2. Le COAfEV est le document officiel qui contient la liste de toutes les variétés homologuées dans les Etats membres.
3. Le COAfEV est constitué par l'ensemble des variétés homologuées contenues dans les catalogues nationaux des États membres. A cette fin, chaque Etat membre institue un catalogue national des espèces et variétés végétales.
4. Les modalités d'organisation du COAfEV sont déterminées par la Commission par voie de Règlement d'exécution.

Article 10 : Comité Ouest Africain des Semences

1. Il est mis en place un Comité Ouest Africain des Semences, ci-après dénommé COASem. Ce comité assure la mise en œuvre des réglementations en vigueur en matière de **contrôle de la qualité, de certification et de commercialisation des semences**, afin de contribuer au développement du secteur semencier dans les Etats membres.

2. Le Comité Ouest Africain des Semences travaille en étroite collaboration avec les comités nationaux de semences pour le développement du secteur semencier. A cette fin, chaque Etat membre met en place un Comité National des Semences et un Fonds qui appui le secteur semencier.
3. Chaque Etat membre fournit à la demande du COASem les informations nécessaires permettant de vérifier la conformité des systèmes nationaux de contrôle de qualité et de certification des semences avec les textes communautaires. Pour confirmer la véracité des informations fournies, le COASem peut faire des inspections dans les Etats membres.
4. Les attributions, l'organisation, le fonctionnement et le financement du Comité Ouest Africain des Semences sont précisés ultérieurement.

TITRE II : CONTROLE

CHAPITRE V : DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 11 : Objet du contrôle

1. Le contrôle permet au service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé, de s'assurer que les semences qui lui sont soumises :
 - présentent un minimum de pureté variétale ou génétique ;
 - possèdent un bon état physiologique et un bon état sanitaire ;
 - répondent, le cas échéant, à des normes technologiques.
2. Les normes requises relatives aux caractéristiques ci-dessus indiquées, sont précisées dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement.

Article 12 : Domaine du contrôle

Le contrôle des semences s'exerce à tous les stades et en tout lieu de la production, du champ au magasin du producteur ou du distributeur préalablement admis au contrôle.

Article 13 : Responsable du contrôle

Le contrôle des semences dans chaque Etat membre est assuré par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé, conformément aux dispositions du présent Règlement

CHAPITRE VI : ADMISSION AU CONTROLE

Article 14 : Demande d'admission au contrôle

- (a) Dans chaque Etat membre, l'admission au contrôle est accordée à toute personne physique ou morale qui en fait la demande. Elle est assurée par le service national officiel du contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé pour une ou plusieurs espèces inscrites au COAfeV et, pour chacune d'elle, pour une ou plusieurs catégories de semences telles que définies à l'Article 22 du présent Règlement;
- (b) Toute demande d'admission est adressée au service officiel de contrôle et de certification ou à tout autre organisme privé agréé de l'Etat membre, sur un formulaire approprié, avant l'ouverture de la campagne agricole ;
- (c) Le service de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé étudie la demande et s'assure que les conditions d'admission requises par la réglementation régionale en vigueur ont été remplies. L'acceptation ou le refus est notifié au demandeur dans les quinze (15) jours qui suivent le dépôt de la demande ;
- (d) Lorsque le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé l'estime nécessaire, il accorde un délai supplémentaire de dix (10) jours au demandeur pour le dépôt d'une nouvelle demande ou pour un complément d'informations.

Article 15 : Critères d'admission

(a) Critères Généraux

Toute personne physique ou morale qui désire être admise au contrôle doit remplir les conditions suivantes :

- i. s'engager à respecter les règlements techniques annexes tels que prévus à l'Article 58 du présent Règlement;
- ii. disposer de terres suffisantes ;
- iii. disposer d'un personnel technique suffisant et qualifié ;
- iv. disposer d'installations et de matériels appropriés.

(b) Critères particuliers

Les critères particuliers sont fixés par les règlements techniques annexes en fonction des caractéristiques de chaque espèce.

Article 16 : Carte professionnelle

1. Lorsque les conditions d'admission sont remplies, une carte professionnelle est délivrée par le service officiel de contrôle de qualité et de certification, aux personnes physiques ou morales.
2. La délivrance de cette carte est assujettie au paiement d'une taxe unique d'inscription relative au type d'activité. Le montant, les modalités d'acquittement ainsi que les conditions d'affectation des droits perçus au titre de la taxe unique d'inscription sont précisés par l'Etat concerné.
3. La carte professionnelle est délivrée aux personnes physiques ou morales suivantes :
 - (a) Sélectionneur;
 - (b) Producteur de semences de base ;
 - (c) Producteur de semences certifiées ;
 - (d) Producteurs de plants (pépiniériste);
 - (e) Grossiste ;
 - (f) Détaillant ;
 - (g) Importateur /Exportateur ;
 - (h) Professionnels assimilés tels que les conditionneurs, les courtiers, les transporteurs ou les emballeurs.

Article 17 : Durée de validité de la carte professionnelle

La carte professionnelle est délivrée pour une durée de trois ans renouvelable à la demande du titulaire selon les procédures en vigueur.

Article 18 : Suspension de la carte professionnelle

1. La suspension de la carte professionnelle intervient, après notification écrite au titulaire, dans les cas suivants :
 - (a) le non respect des prescriptions du présent Règlement malgré les instructions du service officiel de contrôle et de certification ;
 - (b) le titulaire fait l'objet d'une sanction conformément à la législation de chaque Etat membre relative à la répression des infractions.
2. En cas de suspension de la carte professionnelle, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à partir de la date de notification pour se conformer aux dispositions du présent Règlement. Passé ce délai, le titulaire est radié du registre des professionnels pour l'activité exercée.

Article 19 : Retrait de la carte professionnelle

1. Le retrait de la carte professionnelle intervient si :
 - (a) le titulaire n'a pas exercé d'activités pendant deux années consécutives ;
 - (b) le titulaire de la carte professionnelle commet, moins d'un an après la levée d'une mesure de suspension le concernant, un nouveau manquement qui devrait être sanctionné par une mesure de suspension ;
 - (c) le titulaire de la carte professionnelle faisant l'objet d'une suspension ne s'est pas conformé aux dispositions du présent Règlement dans le délai de trente (30) jours qui lui est imparti conformément à l'*Article 18* du présent Règlement.
2. Le service officiel de contrôle et de certification adresse un avis de non-reconduction à l'intéressé. Toutefois, le titulaire de la carte professionnelle peut encore bénéficier des services du contrôle pour les cultures implantées avant la décision de retrait et obtenir, dans le cas où les semences sont conformes, la certification des semences qui en sont issues.
3. En cas de retrait de la carte, une nouvelle demande ne pourra être présentée avant un délai de trois ans révolus à compter de la date de retrait de la carte professionnelle.

CHAPITRE VII : ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Article 20 : Producteur de semences et Agriculteur-Multiplicateur

1. Est producteur de semences, toute personne physique ou morale dûment admise au contrôle.
2. Tout producteur de semences peut passer un contrat de multiplication avec un ou plusieurs agriculteurs-multiplicateurs pour la même espèce.
3. Un agriculteur-multiplicateur n'est pas autorisé à passer un contrat de multiplication avec plusieurs producteurs de semences. Toutefois, il peut bénéficier de dérogations dans la mesure où le contrat passé avec plusieurs producteurs ne cause aucun préjudice à l'un d'entre eux.

Article 21 : Variétés à multiplier

1. Seules peuvent être multipliées, en vue de la certification, les semences de variétés inscrites au Catalogue national ou au COAfeV.
2. Les caractéristiques de ces variétés doivent être conformes à celles des échantillons déposés au moment de l'inscription au COAfeV et conservés sous la responsabilité du Comité national chargé de l'inscription audit catalogue.

Article 22 : Catégories de semences

1. Les différentes catégories de semences sont les suivantes :
 - (a) **Matériel parental (G_0)**

Le matériel parental G_0 désigne le matériel initial dont la production est basée sur une méthode bien précise de sélection conservatrice.
 - (b) **Semences de pré-base (G_1 , G_2 et G_3)**

Les semences de pré-base G_1 , G_2 et G_3 désignent les générations de semences se situant entre le matériel parental et les semences de base. La production des semences de pré-base est assurée directement par l'obteneur de la variété ou son mandataire.
 - (c) **Semences de base (G_4)**

Les semences de base G_4 désignent les semences issues de semences de pré-base et qui ont été produites sous la responsabilité du mainteneur selon les règles de sélection conservatrice généralement admises pour la variété et qui sont destinées à la production de semences certifiées.
 - (d) **Semences certifiées**

Les semences certifiées désignent les semences qui sont issues directement de la première ou la deuxième multiplication de la semence de base.

Article 23 : Générations de semences certifiées

1. Les semences certifiées concernent plusieurs générations successives :
 - Semences certifiées de première génération ou " R_1 ", issues des semences de base ;
 - Semences certifiées de deuxième génération ou " R_2 ", issues des semences certifiées R_1 ;

- Semences certifiées de troisième génération ou "R₃", issues des semences certifiées "R₂".
2. Dans le cas des variétés hybrides, les semences certifiées sont issues de la seule et unique hybridation (F₁) de semences de base. On parle donc de semences certifiées de variété hybride.

Article 24 : Générations des semences certifiées autorisées

1. La dernière génération autorisée par le présent Règlement est la semence certifiée de deuxième génération "R₂". Elle n'est pas susceptible de produire des semences.
2. Toutefois, en cas de difficultés d'approvisionnement en semences certifiées suite à un cas de force majeure dans l'un des Etats membres, les autres Etats membres peuvent autoriser la livraison ou la commercialisation de semences issues de la dernière génération R₂ autorisée, pour faire face à la situation de crise. Ces semences respectent les normes minimales requises pour les semences certifiées R₂. Elles seront appelées semences de troisième génération ou "R₃".
3. Les normes requises relatives aux caractéristiques ci-dessus indiquées, sont précisées dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement.

CHAPITRE VIII : CONDITIONS DE PRODUCTION

Article 25 : Emplacement du champ

1. Les personnes physiques ou morales admises au contrôle sont tenues de respecter les zones de production recommandées par l'obteneur d'une variété donnée.
2. Le champ est accessible en tout temps pendant le cycle de la culture, pour permettre les différentes inspections.

Article 26 : Superficies

Les superficies minima et maxima par culture et par parcelle sont celles en vigueur dans chaque Etat membre.

Article 27 : Nombre de variétés et de catégories

1. Le nombre de variétés et de catégories de semences autorisées à être multipliées sur une même propriété agricole est fonction de l'espèce et des normes définies dans les règlements techniques annexes visés à l'Article 58 du présent Règlement.
2. Lorsqu'il s'agit de stations ou de champs expérimentaux, le nombre de variétés n'est pas limitatif. La non-limitation doit toutefois être prévue par les normes d'isolement visées dans les règlements techniques annexes ci-dessus mentionnés.

Article 28 : Origine des semences-mères

1. Le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé s'assure que le producteur ou l'agriculteur-multiplicateur utilise effectivement des semences-mères certifiées.
2. Tout producteur ou agriculteur-multiplicateur justifie l'origine de la semence-mère par des documents tels que l'étiquette de certification, la facture, le bon de livraison ou tout autre document jugé pertinent.

CHAPITRE IX : CONTROLE DE LA PRODUCTION

Article 29 : Périodes de contrôle

Le contrôle s'exerce à tous les stades de la filière que sont la production, la conservation, le conditionnement, l'emmagasiner, le transport, la commercialisation et l'utilisation des semences.

Article 30 : Déclaration de culture

1. Avant le début de chaque campagne de certification, les personnes physiques ou morales admises au contrôle font parvenir dans un délai raisonnable avant la mise en place des cultures, sous peine de refus, une déclaration de culture au service national de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé.

2. Toute modification ultérieure apportée à la déclaration de culture est immédiatement signalée au service de contrôle et de certification ou à tout autre organisme privé agréé.
3. Le modèle de déclaration de culture figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement.

Article 31 : Contrat de multiplication

1. Le contrat de multiplication conclu entre un producteur de semences et un ou plusieurs agriculteurs-multiplicateurs contient:
 - (a) l'engagement de l'agriculteur-multiplicateur à respecter la réglementation en vigueur, à permettre aux agents chargés du contrôle de visiter ses cultures et à ne pas gêner les cultures de semences voisines ;
 - (b) l'engagement du producteur à fournir à l'agriculteur-multiplicateur toutes les instructions techniques nécessaires et à livrer les semences-mères en temps opportun.
2. Le modèle de contrat de multiplication de semences figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement.

Article 32 : Agents du contrôle

1. Les cultures sont placées pendant tout leur cycle, sous la surveillance d'agents assermentés, ci-après dénommés inspecteurs, du service national officiel de contrôle et de certification de l'Etat membre ou tout autre organisme privé agréé.
2. Ces inspecteurs ont pour mission de visiter les cultures et d'en noter les caractéristiques et conditions d'implantation.

Article 33 : Inspections au champ

1. Les inspecteurs effectuent des visites au champ et ont, dans ce cadre, un libre accès aux cultures. Ils rédigent un rapport d'inspection au champ lors de chaque visite.

2. Quatre inspections au moins sont prévues tout au long du cycle des cultures.
- (a) **Première inspection : Inspection préliminaire**
Elle a lieu avant le semis et a pour but de vérifier la conformité du terrain choisi par le producteur aux caractéristiques et normes minimales requises pour l'espèce à multiplier.
 - (b) **Deuxième inspection : Période de préfloraison**
La deuxième inspection a lieu durant la phase végétative qui part du semis à l'initiation florale et à l'apparition des inflorescences.
 - (c) **Troisième inspection : Période de floraison**
La troisième inspection a lieu quand environ 50% des plants sont en fleurs ; les fleurs sont ouvertes, les stigmates sont réceptifs et les anthères libèrent du pollen.
 - (d) **Quatrième inspection : Période de pré-récolte**
La quatrième inspection a lieu durant la période qui précède de quelques jours la récolte. La semence est suffisamment ferme et a atteint la maturité physiologique.
3. Les caractéristiques du terrain et les normes minimales requises pour chaque espèce sont précisées dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement.

Article 34 : Déterminants du nombre de contrôles

1. Le nombre de contrôles minimum est défini sur la base des caractéristiques suivantes :
- **Environnement du champ semencier,**
 - **Origine de la semence-mère,**
 - **Précédent cultural,**
 - **Isolement,**
 - **État cultural.**
2. L'ensemble des caractéristiques ci-dessus indiquées est précisé dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement.

Article 35 : Causes de rejet d'un champ semencier

1. Tout champ semencier fait l'objet d'un rejet par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé s'il ne satisfait pas aux normes requises relatives aux caractéristiques suivantes :
- **Pureté physique,**
 - **Plantes adventices,**
 - **Etat sanitaire,**
 - **Pureté variétale.**

2. Les normes requises relatives aux caractéristiques ci-dessus indiquées, sont précisées dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement.

Article 36 : Rapport d'inspection

1. Les inspections s'effectuent en présence de l'agriculteur-multiplicateur ou d'un représentant agréé du producteur et font l'objet d'un rapport dans lequel sont consignées les observations sur l'état cultural des parcelles.
2. Ce rapport contient en outre des recommandations ou instructions techniques conformes aux règles définies pour l'espèce considérée.
3. Le modèle du rapport d'inspection au champ figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement.

Article 37 : Techniciens-semences

1. Tout producteur de semences ne disposant pas des compétences techniques requises, a l'obligation de recourir au service d'un technicien-semences qu'il emploie de la production à la vente aux distributeurs.
2. Le technicien-semences remplit les conditions suivantes :
 - être agréé par le service national officiel chargé de contrôle et de certification;
 - ne servir qu'un producteur à la fois. Toutefois, il bénéficie de dérogations dans la mesure où le contrat passé avec plusieurs producteurs ne cause aucun préjudice à l'un d'entre eux.
3. Le technicien-semences est soumis aux obligations suivantes :
 - contrôle des cultures sur pied ;
 - présence à chacune des visites de l'inspecteur ;
 - nettoyage des matériels de semis, de plantation, de récolte, de transport, les installations de conditionnement et de stockage ;
 - identification des lots ;
 - stockage dans de bonnes conditions.
4. Le modèle de demande d'agrément de technicien-semences figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement

Article 38 : Contrôle interne

Tout producteur admis au contrôle peut mettre en place une structure interne de contrôle en culture qui utilise des techniciens-semences.

Article 39 : Abandon d'une parcelle de semences

Une parcelle de semences peut être abandonnée pour des raisons climatiques ou techniques à n'importe quel stade de la végétation. Dans ce cas, le producteur en informe le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé dans les délais les plus brefs.

Article 40 : Classement des cultures

1. Les inspecteurs effectuent le classement des cultures sur la base des résultats des notations lors des différents contrôles.
2. Le refus d'une culture est prononcé, si les recommandations et instructions techniques données lors des précédentes visites n'ont pas été respectées ;
 - (a) tout refus est notifié à l'intéressé dans les meilleurs délais ;
 - (b) lorsqu'il y a multiplication de semences-mères importées d'un pays non membre de la CEDEAO, le classement des parcelles est éventuellement subordonné aux résultats des contrôles variétaux réalisés en laboratoire ou en parcelles.

CHAPITRE X : CONTROLE DES LOTS

Article 41 : Constitution d'un lot

1. Tout lot de semences est physiquement identifiable par un numéro pouvant être des chiffres, des lettres ou la combinaison des deux.
2. Avec l'autorisation du service chargé du contrôle, un même lot de semences certifiées peut être composé du produit de plusieurs parcelles de la même variété et issues de la même semence-mère.
3. Toutefois, pour les semences de pré-base et de base, le produit d'une parcelle constitue un lot.

Article 42 : Taille d'un lot

La taille des lots est fonction de l'espèce et est précisée dans les règlements techniques annexes prévus à l'*Article 58* du présent Règlement.

Article 43 : Identification des lots natures

De la récolte au conditionnement, les lots nature de semences de toutes catégories, en sac ou en vrac, sont identifiables par un document provisoire tel que l'étiquette, la fiche de récolte ou tout autre document jugé pertinent afin d'éviter tout mélange accidentel.

Article 44 : Echantillonnage

1. Pour déterminer la valeur des lots de semences, le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé prélève des échantillons qui sont soumis à des analyses de laboratoire.
2. L'échantillonnage est réalisé conformément aux règles internationales élaborées par l'Association Internationale d'Essais de Semences ou International Seed Testing Association (I.S.T.A).
3. Le poids des échantillons pour chaque espèce est précisé dans les règlements techniques annexes prévus à l'*Article 58* du présent Règlement.
4. Les échantillons sont prélevés dans des sachets portant les informations suivantes :
 - (a) Service officiel de contrôle et de certification ou organisme privé agréé de l'Etat membre;
 - (b) Nom du producteur ;
 - (c) Espèce et variété ;
 - (d) Catégorie ;
 - (e) Numéro du lot ;
 - (f) Poids du lot ou nombre d'unités constituant le lot ;
 - (g) Traitement et produits utilisés ;
 - (h) Date de prélèvement ;
 - (i) Nom de l'agent du service officiel ou de l'organisme privé agréé chargé du contrôle et de certification ou du laborantin.

Article 45 : Contrôle au laboratoire

1. Tout lot de semences présenté à la certification fait l'objet d'une analyse dans le laboratoire désigné par l'Etat membre ou un laboratoire officiel affilié à l'I.S.T.A.
2. Ces contrôles portent les cinq principaux points ci-dessous dont les normes sont précisées dans les règlements techniques annexes prévus à l'Article 58 du présent Règlement:
 - (a) **La pureté spécifique**

Le contrôle au laboratoire de la pureté spécifique a pour objet de déterminer :

 - i. la composition de l'échantillon analysé ;
 - ii. l'identité des diverses espèces de semences et de particules inertes constituant l'échantillon.
 - (b) **La teneur en eau**

Le contrôle au laboratoire de la teneur en eau vise à déterminer le taux d'humidité des semences par des méthodes appropriées.
 - (c) **L'essai de germination**

L'essai de germination a pour objet d'obtenir des renseignements sur la valeur germinative des semences en vue du semis au champ et de fournir des données qui permettent de comparer différents lots de semences entre eux.
 - (d) **L'essai sanitaire**

L'essai sanitaire consiste à déterminer l'état sanitaire d'un échantillon de semences en décelant sur les semences les maladies provoquées par les organismes tels que les champignons, les bactéries et les virus, ainsi que des parasites animaux tels que les nématodes et les insectes.
 - (e) **La pureté variétale**
 1. Le contrôle au laboratoire de la pureté variétale consiste à vérifier l'identité variétale d'un lot de semences et à comparer sa pureté variétale par rapport à un échantillon de référence.
 2. La détermination de l'identité variétale est soit morphologique, soit physiologique, soit cytologique, soit chimique.

Article 46 : Bulletins d'analyses

1. Tous les résultats des essais sont indiqués sur un bulletin d'analyse de semences délivré par le laboratoire national compétent d'analyses des semences de l'Etat membre.
2. Le modèle du bulletin d'analyses de semences figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement.
3. Dans le cadre du commerce des semences dans les Etats membres, un Bulletin International d'Analyses des Semences est aussi délivré par le laboratoire national compétent d'analyses des semences de l'Etat membre conformément aux règles en vigueur à l'I.S.T.A.,

Article 47 : Contrôle a posteriori

1. Le contrôle *a posteriori* est effectué postérieurement à la certification sur un échantillon de référence d'une production de semences de toute catégorie. En cas de litige ou de réclamation, ledit contrôle s'étend sur le matériel parental et sur les semences de pré-base,
2. En ce qui concerne les semences de pré-base ou de base, les résultats de ce contrôle, permettent de confirmer ou de modifier le classement des lots restant en stock et de la descendance des lots contrôlés.
3. L'échantillon servant au contrôle est prélevé selon les normes de l'I.S.T.A et conservé par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé de l'Etat membre.
4. Le contrôle *a posteriori* est réalisé selon un protocole établi par le service de contrôle et de certification en collaboration avec les institutions nationales de recherche concernées.
5. Le contrôle de qualité lors de la commercialisation des semences s'exerce par les agents du service officiel de contrôle de qualité et de certification ou tout autre organisme privé agréé et ceux du Ministère chargé du Commerce.

CHAPITRE XI : CONDITIONNEMENT

Article 48 : Traitements des semences

Les semences présentées à la certification sont traitées dans une unité de conditionnement agréé par le service officiel de contrôle et de certification de l'Etat membre qui a produit ces semences.

Article 49 : Utilisation du tamis à grille de triage

Les chaînes de triage des unités de conditionnement agréées utilisent au moins un jeu de trois tamis à grilles, constitué de grilles supérieures, centrales et inférieures, sélectionnées en fonction de l'espèce à traiter.

Article 50 : Entretien des installations

Les installations de conditionnement sont nettoyées après chaque utilisation pour éviter les mélanges accidentels.

CHAPITRE XII : EMBALLAGE

Article 51 : Gammes des emballages

La gamme des emballages utilisés est celle autorisée dans chaque Etat membre. Les emballages sont propres, résistants et assurer une bonne protection et une viabilité des semences.

Article 52 : Marquage des emballages

1. Tout producteur a l'obligation de procéder au marquage des emballages de ses semences.
2. Le marquage des emballages comporte, de façon apparente et en caractères facilement lisibles, les indications suivantes :
 - (a) le nom et l'adresse du producteur ou du distributeur ;
 - (b) le logo ou la marque commerciale, s'ils existent ;
 - (c) le nom de l'espèce et le nom de la variété tels qu'ils figurent au COAFEV ;
 - (d) la catégorie, la génération et le cycle de production ;
 - (e) le poids net ;
 - (f) l'étiquette de certification ;
 - (g) l'indication du nom du produit utilisé pour le traitement

CHAPITRE XIII : FRACTIONNEMENT RECONDITIONNEMENT

Article 53 : Fractionnement et reconditionnement

Lorsque les lots de semences sont déjà constitués et portent des étiquettes, toute opération de fractionnement et / ou de reconditionnement de lots de semences est réalisée obligatoirement en présence des agents du service chargé du contrôle et de la certification, sous peine de refus.

Article 54 : Etiquetage

En cas de fractionnement et / ou de reconditionnement, les nouvelles étiquettes portent les mêmes indications que celles qui figurent sur les étiquettes initiales, complétées par une indication précisant qu'il y a eu reconditionnement.

CHAPITRE XIV : STOCKAGE

Article 55 : Conditions tenant aux magasins de stockage

1. Tous les magasins de stockage de semences doivent avoir une température et une humidité adéquates, être propres et bien aérés afin de permettre une bonne conservation des semences.
2. Les magasins de stockage sont en outre être désinfectés régulièrement.

Article 56 : Conditions de stockage des sacs

Les sacs de semences sont disposés sur des caillebotis ou des palettes. Les sacs ne sont posés ni à même le sol, ni toucher les murs. Les lots de semences sont disposés de manière à laisser un passage entre les piles de semences pour faciliter le contrôle et l'échantillonnage.

CHAPITRE XV : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DU CONTROLE

Article 57 : Modèles de documents administratifs

Un Règlement d'exécution de la Commission précise les modèles de document administratif utilisés dans le cadre du contrôle de la qualité des semences dans les Etats membres.

Article 58 : Règlements techniques annexes

Un Règlement d'exécution de la Commission sur les règlements techniques annexes complète les modalités d'exercice de la certification et du contrôle de la qualité des semences dans les Etats membres.

TITRE III : CERTIFICATION DES SEMENCES

CHAPITRE XVI : CERTIFICATION, CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET REDEVANCE

Article 59 : Certification

Toute semence végétale produite à des fins de commercialisation est certifiée conformément aux dispositions du présent Règlement et de ses Règlements d'exécution.

Article 60 : Conditions d'éligibilité

La certification n'intervient que pour des lots issus de parcelles régulièrement acceptées au contrôle et pour les variétés inscrites au COAFEV.

Article 61 : Redevance de certification

1. Toute prestation relative à la certification, tant pour le contrôle en culture qu'au laboratoire, donne lieu à la perception d'une redevance de certification.

2. La redevance de certification est perçue par le service officiel ou tout autre organisme chargé du contrôle et de la certification lors de la remise des étiquettes ou des bulletins d'analyse.
3. Le montant, les modalités d'acquittement ainsi que les conditions d'affectation des droits perçus au titre de la redevance sont précisés par chaque Etat membre.

CHAPITRE XVII : ETIQUETAGE

Article 62 : Obligation d'étiquetage

1. Tout emballage contenant des semences certifiées est muni d'une étiquette de certification délivrée par le service officiel ou organisme de contrôle et de certification. Cette étiquette de certification est différente de l'étiquetage fait par le producteur de la semence conformément à l'*Article 52* du présent Règlement.
2. Le service officiel ou organisme chargé du contrôle de qualité et de la certification est le seul responsable de l'impression, de la distribution et de l'apposition des étiquettes officielles de certification. Toutefois, il peut déléguer cette responsabilité à un organisme privé agréé.
3. Les étiquettes de certifications sont fixées de façon à assurer l'inviolabilité de l'emballage.
4. Une étiquette de certification identique à celle fixée sur l'emballage est placée à l'intérieur dudit emballage, lorsque les indications relatives au lot ne sont pas imprimées sur celui-ci.
5. Le modèle des étiquettes de certification **figure dans le Règlement d'exécution** prévu à l'*Article 57* du présent Règlement.

Article 63 : Couleur des étiquettes de certification

Les couleurs des étiquettes de certification sont fonction de la catégorie des semences. Celles autorisées sont :

- (a) blanc barré violet pour le matériel parental et les semences de pré-base ;
- (b) blanc pour les semences de base ;
- (c) bleu pour les semences certifiées de première génération "R₁" et pour les semences certifiées de variété hybride ;
- (d) rouge pour les semences certifiées de deuxième génération "R₂".

Article 64 : Contenu des étiquettes de certification

1. Les étiquettes de certification portent obligatoirement au recto, les mentions suivantes :
 - (a) Nom de l'espèce, suivi éventuellement de la vocation culturale ou du type variétal, par exemple :
Espèce : riz pluvial ou riz irrigué ;
Maïs hybride ou maïs composite ;
 - (b) Nom de la variété tel qu'il figure au COAfeV;
 - (c) Numéro du lot ;
 - (d) Calibre ;
 - (e) Faculté germinative minimale ;
 - (f) Année et mois de récolte ;
 - (g) Pureté génétique minimale ;
 - (h) Poids
 - (i) Référence au présent Règlement ;
 - (j) Nom du service officiel ou organisme de contrôle de qualité et de certification.
2. L'authenticité de l'étiquette de certification est assurée par l'apposition du cachet du service officiel de contrôle et de certification ou de l'organisme privé agréé du pays où la semence a été produite.
3. Aucune inscription n'est portée au verso de l'étiquette de certification.
4. Le nombre d'étiquettes de certification est strictement limité à celui des unités qui constituent chaque lot certifié.

Article 65 : Retrait des étiquettes de certification

1. Lorsqu'un lot de semences est déclassé ou refusé après analyse, pour non conformité aux normes, la totalité des étiquettes de certification déjà reçues est en conséquence retirée et récupérée par le service officiel de contrôle et de certification.
2. Le lot n'est plus utilisé ou commercialisé comme semences.

CHAPITRE XVIII : ATTESTATION DE CERTIFICATION

Article 66 : Délivrance de l'attestation de certification

1. L'attestation de certification est un document officiel délivré pour un lot de semences par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé à la demande de toute personne désireuse d'utiliser ce lot.
2. Le modèle de l'attestation de certification figure dans le Règlement d'exécution prévu à l'Article 57 du présent Règlement.

CHAPITRE XIX : DEROGATIONS

Article 67 : Délivrance exceptionnelle d'étiquettes de certification

(a) Autorisation de semences de pré-base et base non conformes

Le service officiel ou tout autre organisme privé agréé chargé du contrôle de qualité et de certification peut exceptionnellement délivrer des étiquettes de certification pour des semences de pré-base ou des semences de base dont la faculté germinative est inférieure aux normes prescrites. Dans ce cas, la faculté germinative réelle est portée sur l'étiquette.

(b) Autorisation de semences non conformes

Le service officiel tout autre organisme privé agréé chargé du contrôle de qualité et de certification, exceptionnellement délivre, en cas d'urgence et / ou pour des semences dormantes, des étiquettes de certification pour des lots de semences non-conformes, après une évaluation préliminaire et rapide de la viabilité par une méthode biochimique.

CHAPITRE XX : LOTS EN REPORT

Article 68 : Déclaration des lots en report

1. Les lots de semences certifiées sont considérés en report à partir de la date d'ouverture de la nouvelle campagne agricole qui suit celle de la récolte. Lesdits lots sont déclarés au service officiel de contrôle de qualité et de la certification ou tout autre organisme privé agréé.
2. Les lots font l'objet d'un contrôle notamment de la faculté germinative, par le laboratoire national de l'Etat membre ou par tout autre laboratoire dûment agréé. Les étiquettes des lots non conformes sont retirées.

CHAPITRE XXI : RECONNAISSANCE MUTUELLE

Article 69 : Reconnaissance mutuelle des certifications

Les semences certifiées par un service compétent d'un Etat membre conformément aux dispositions du présent Règlement et de ses Règlements d'exécution sont reconnues comme telles par tous les autres Etats membres.

TITRE IV : COMMERCIALISATION DES SEMENCES

CHAPITRE XXII : COMMERCIALISATION PAR LES PRODUCTEURS- DISTRIBUTEURS ET LES DISTRIBUTEURS

Article 70 : Variétés de semences mises en vente au niveau régionale

Seuls sont commercialisées au niveau régional les semences de variétés inscrites au Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales.

Article 71 : Agrément

1. L'exercice de l'activité de commercialisation de semences par les producteurs-distributeurs et les distributeurs est subordonné à l'obtention d'un agrément.
2. L'agrément est renouvelable tous les trois (03) ans, à la demande du titulaire.
3. Les conditions d'obtention de l'agrément sont précisées par chaque Etat membre, conformément aux dispositions du présent Règlement.

Article 72 : Comptabilité matière

Tout producteur-distributeur ou distributeur de semences tient une comptabilité matière détaillée des entrées et sorties de stocks de semences, dans un registre qui peut être consulté à tout moment, par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé ainsi que par les services compétents du Ministère chargé du Commerce.

Article 73 : Conditions tenant aux magasins de stockage

1. Afin de permettre une bonne conservation des semences, tout magasin de stockage de semences destinées à la commercialisation est dans des conditions de température et d'humidité adéquates ; il est propre et bien aéré.
2. Le magasin de stockage est en outre désinfecté régulièrement.

Article 74 : Conditions de stockage des sacs

Les sacs de semences sont obligatoirement disposés sur des caillbotis ou des palettes. Les sacs ne sont déposés ni à même le sol, ni en contact avec les murs. Les lots de semences sont disposés de manière à laisser un passage entre les piles de semences pour faciliter le contrôle et l'échantillonnage.

Article 75 : Conditions de transport

Les semences sont transportées dans des conditions qui maintiennent leur qualité intrinsèque.

CHAPITRE XXIII : EXPORTATIONS - IMPORTATIONS

Article 76 : Régimes

1. Sans préjudice de la réglementation communautaire en matière de commerce extérieur, l'importation et l'exportation des semences conventionnelles sont soumises à déclaration préalable auprès du service officiel ou organisme de contrôle et de certification.
2. L'importateur ou l'exportateur fournit les renseignements suivants relatifs au lot:
 - nom ou raison sociale ;
 - nom et adresse du destinataire ou du fournisseur ;
 - espèce et variété conformément au COAFEV ;
 - catégorie et génération ;
 - numéro de lot ;
 - poids déclaré du lot ;
 - nombre d'emballages ;
 - poids unitaire des emballages ;
 - numéros des étiquettes en précisant les premiers et derniers chiffres ;
 - traitements chimiques avec le nom des matières actives utilisées.
3. L'importation et l'exportation des semences non conventionnelles sont régies par les textes en vigueur dans les Etats membres.

Article 77 : Délivrance du Bulletin international

Les laboratoires nationaux d'analyses des semences des Etats membres accrédités par l'I.S.T.A ou par tout organisme reconnu par la Commission sont habilités à délivrer le Bulletin International lorsqu'il est requis.

Article 78 : Certificat phytosanitaire

1. Toute exportation ou importation de semences est accompagnée d'un certificat phytosanitaire délivré par le Service ou organisation nationale chargée de la protection des végétaux du pays d'origine de la semence.
2. Aux fins d'établissement de certificat phytosanitaire, les Etats membres procèdent périodiquement à des enquêtes et échanges d'informations pour établir des inventaires exhaustifs périodiques des nuisibles présents dans les Etats respectifs.

3. Lesdits inventaires ont pour objet la mise à jour des listes de nuisibles de quarantaine et non quarantaine.
4. La liste des nuisibles de quarantaine et non quarantaine relative aux commerces inter et intra communautaires et les modalités du contrôle phytosanitaire des semences sont arrêtées par la Commission de la CEDEAO.

Article 79 : Recherche scientifique

Les échanges de matériel végétal entre Etats membres dans le cadre de la recherche scientifique ne sont pas concernés par les dispositions de l'Article 76 ci-dessus. Toutefois, un certificat phytosanitaire est exigé.

Article 80 : Lot douteux

1. Tout lot de semences importé ou exporté sur lequel pèse un soupçon de fraude ou de falsification est considéré comme douteux et est provisoirement confisqué.
2. Un échantillon prélevé par le service officiel de contrôle et de certification ou tout autre organisme privé agréé est envoyé au laboratoire national d'analyses des semences pour la recherche de fraudes et falsifications. Dans le cas où les résultats sont non conformes aux indications portées sur les documents accompagnant les semences, le lot est saisi par les agents et officiers de police judiciaire, les agents assermentés de la Douane et de la Protection des Végétaux. Par conséquent, l'utilisation du lot en cause, en tant que semences, n'est pas autorisée et les étiquettes en sont retirées et détruites.

Article 81 : Lots en transit

1. Tout lot en transit sur le territoire d'un Etat membre est déclaré au service officiel chargé de contrôle de qualité et de certification ou tout autre organisme privé agréé par la personne physique ou morale responsable de ce transit.
2. Les informations concernant le destinataire et le pays de destination sont communiquées aux services officiels du contrôle et de la certification ou tout autre organisme privé agréé et de la Protection des Végétaux par la personne physique ou morale susvisée.

3. Les lots en transit sont accompagnés d'un certificat phytosanitaire indiquant la provenance et la destination des semences. Lesdits lots ne font pas l'objet de contrôle dans les pays de transit.

TITRE V : SANCTIONS

Article 82 : Sanctions des violations

1. Sont constitutifs de violations des dispositions du présent Règlement et de ses Règlements d'exécution :
- (a) la production de semences sans carte professionnelle ;
 - (b) la commercialisation de semences sans agrément ;
 - (c) les déclarations mensongères sur l'étiquette d'une semence, la modification ou l'altération volontaire d'une étiquette et l'utilisation de tout artifice en vue d'induire les tiers en erreur sur la qualité des semences ;
 - (d) la distribution, à des fins de consommation humaine ou animale, de semences traitées par des substances dangereuses pour la santé humaine ou animale et les rendant ainsi impropres à la consommation ;
 - (e) la non tenue du registre de comptabilité matière indiqué à l'Article 72 du présent Règlement ;
 - (f) l'importation ou l'exportation des semences conventionnelles sans déclaration préalable ;
 - (g) l'importation ou l'exportation des semences non conventionnelles en violation de la réglementation en vigueur ;
 - (h) l'entrave à l'exercice de fonctions officielles d'inspection ou de contrôle ;
 - (i) le refus de se conformer aux conditions d'admission au contrôle ;
 - (j) la fraude ou tentative de fraude dans l'utilisation ou la commercialisation des semences en transit dans les Etats membres.
2. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour sanctionner les violations des dispositions du présent Règlement.

Article 83 : Habilitation et pouvoirs des agents de contrôle

1. Les Etats membres dressent la liste des agents habilités à effectuer des vérifications de conformité.

2. Ces agents disposent de pouvoirs d'enquête et d'investigation leur permettant notamment :
 - (a) de pénétrer dans les locaux professionnels tels que les enceintes et les bâtiments de distribution de semences, les dépôts, entrepôts, magasins et lieu de stockage de ces produits ;
 - (b) d'accéder et de se faire communiquer tout document relatif au fonctionnement de l'exploitation du producteur semencier ou du distributeur de semences ;
 - (c) d'inspecter les installations, aménagements, ouvrages, véhicules, appareils et produits relatifs aux semences ;
 - (d) de procéder à des prélèvements d'échantillon, tout en s'assurant de leur représentativité et de leur possibilité d'examen contradictoire.
3. Les vérifications lors de la production et de la commercialisation s'effectuent en présence du producteur, du distributeur, ou de leur représentant.

TITRE VI : GARANTIES RECONNUES AUX PERSONNES ADMISES AU CONTROLES ET AUX DISTRIBUTEURS

Article 84 : Etendue des garanties

A l'occasion des contrôles et inspections de conformité aux différentes phases de production, de certification ou de commercialisation des semences, les personnes physiques ou morales qui y sont assujetties jouissent des garanties suivantes :

- (a) la confidentialité des informations liée au secret professionnel auquel les personnes habilitées sont astreintes ;
- (b) le caractère représentatif des prélèvements servant de base à la mesure administrative contestée ;
- (c) le droit de recourir à une expertise contradictoire et d'exercer un recours selon les procédures en vigueur ;

- (d) Le droit d'être présent ou représenté lors des contrôles ;
- (e) le droit d'exiger la communication des pièces telles que la notification des mesures prises à leur encontre, les motifs de la décision, les récépissés de prélèvements et du procès verbal de saisie de semences, les résultats d'analyse, leurs déclarations et tout document ayant contribué à servir de base à la décision individuelle les concernant.

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 85 : Mise en œuvre

Dans le cadre de ses activités, le COASem peut être ouvert aux institutions sous-régionales opérant dans le secteur semencier. Des conventions spécifiques définiront les modalités de cette ouverture.

Article 86 : Relations avec d'autres textes communautaires

Les activités de contrôle de la qualité, de certification et de commercialisation des semences au sein de la Communauté s'exercent en conformité avec les dispositions en vigueur à la CEDEAO.

TITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 87 : Publication

Le présent Règlement est publié par la Commission dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par la Présidente du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel dans le même délai.

Article 88 : Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur dès sa publication.

FAIT À ABUJA, LE 18 MAI 2008

POUR LE CONSEIL

LA PRESIDENTE

S. E. MINATA SAMATE CESSOUMA

DONE IN ABUJA, THIS 18th DAY OF MAY 2008

.....
H.E MRS. MINATA SAMATE CESSOUMA

CHAIRPERSON

For the COUNCIL

SECTION VII: MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 85: Implementation

To further its activities, WACPSV may be open to the sub-regional institutions operating in the seed sector. Specific Conventions shall define the modalities of such opening.

Article 86: Relation with other Community Texts

Seed quality control, certification and marketing activities within the Community shall be carried out in accordance with the applicable ECOWAS texts.

SECTION VIII: FINAL PROVISIONS

Article 87: Publication

This Regulation shall be published by the Commission in the Official Journal of the Community within thirty (30) days following signature by the Chairperson of the Council of Ministers. It shall also be published in the Member States' Official Gazette within the same time frame.

Article 88: Entry into Force

This Regulation shall enter into force upon its publication.

- (d) collect samples and ensure the validity of these samples and leave open the possibility of alternative evaluation.
3. Inspections during seed production and marketing shall be carried out in the presence of the producer and the distributor or their representative.

SECTION VI: GUARANTEES FOR PERSONS SUBJECT TO CONTROL AND FOR DISTRIBUTORS

Article 84: Scope of Guarantees

Individuals or corporate bodies subject to compliance control and inspection at all stages of seed production, certification and marketing shall be granted the following guarantees:

- (a) confidentiality of the information they provide, since the authorized individuals or corporate bodies are bound by professional secrecy.
- (b) representativeness of samples used as basis for contested administrative measures;
- (c) right to resort to alternative opinion and to lodge an appeal according to applicable procedures;
- (d) right to be present or be represented during control exercise;
- (e) right to request disclosure of documents such as notification of measures taken against them, grounds for such decision, receipts for sampling and seed seizure reports, laboratory test results, their statements and any other document that inform the decisions that affect them.

SECTION V: SANCTIONS

Article 82: Sanctions for Infringement

1. The following shall constitute breaches of the provisions of this Regulation and its implementing Regulations:
 - (a) production of seeds without professional card;
 - (b) marketing of seeds without accreditation;
 - (c) misleading information on seed labelling, wilful modification or alteration of labelling and the use of any trickery to mislead third parties regarding seed quality;
 - (d) distribution, for animal or human consumption, of seeds treated with substances harmful to human or animal health and, thus, unfit for consumption;
 - (e) failure to keep proper ledger as laid down in Article 73 of this Regulation;
 - (f) import or export of conventional seeds without prior declaration;
 - (g) import or export of unconventional seeds contrary to the applicable legislation;
 - (h) obstruction of official inspection or control activities;
 - (i) non-compliance with the conditions of admission for control; and
 - (j) fraud or attempted fraud in the use or marketing of seeds transiting through Member States.
2. Member States shall take all appropriate measures to impose sanctions for any breach of the provisions of this Regulation.

Article 83: Empowerment and Authority of Control Agents

1. Member States shall draw up a list of agents authorized to carry out compliance verifications.
2. The agents shall be granted the power to inspect and investigate to enable them to, among other things:
 - (a) enter the professional premises including compounds and buildings meant for seed distribution as well as seed warehouses, storerooms and other storage places and depots;
 - (b) access request submission to them on any document related to seed producers and seed distributors activities;
 - (c) inspect facilities, sites, works, vehicles, devices and tools used in seed related activities; and

Article 79: Scientific Research

Exchange of plant material among Member States for scientific research shall not be affected by the provisions of Article 76 of this Regulation. However, a phytosanitary certificate shall be required.

Article 80: Dubious Seed Batches

1. Any imported or exported seed batch that arouses suspicion of fraud or falsification shall be considered as dubious and temporarily impounded.
2. A sample thereof shall be taken by the official quality control and certification authority or any other accredited private body and transmitted to the national seed testing laboratory for investigation of fraud and falsification. Where the results fail to match the specifications on the documents accompanying the seeds, the seed batch shall be seized by agents or officers of the criminal police or sworn in agents of Customs and plant protection. Thus, the use of such batch shall not be authorized; and the labels shall be withdrawn and destroyed.

Article 81: Batches in Transit

1. Any batch transiting through the territory of a Member State shall be declared to the official quality control and certification authority or any other accredited private body by the individual or corporate entity responsible for the transit.
2. Information concerning the consignee and the country of destination shall be communicated to the official quality control and certification authority or any other accredited private body and to the official plant protection services by the aforementioned individual or corporate entity.
3. Transiting batches shall be accompanied by a phytosanitary certificate indicating the source and destination of the seeds. The concerned batches shall not be subject to quality control in the transit countries.

CHAPTER XXIII: EXPORT - IMPORT

Article 76: Procedure

1. Without prejudice to Community regulations on external trade, the import and export of conventional seeds shall be subject to prior declaration to the official quality control and certification authority or body.
2. The importer or exporter shall provide the following information regarding the seed batch:
 - Individual or corporate name;
 - Name and address of consignee or supplier;
 - Species and variety as registered in the WACPSV;
 - Category and generation;
 - Batch number;
 - Declared batch weight;
 - Number of packages;
 - Unit weight of packages;
 - Number of labels specifying first and last figures; and
 - Chemical treatment with the name of active ingredients used.
3. The import and export of unconventional seeds shall be governed by the legislation applicable in the Member States.

Article 77: Issuance of International Certificate

Member States' national seed testing laboratories accredited by the ISTA shall be authorized to issue an International Certificate where this is required.

Article 78: Phytosanitary Certificate

1. All seed export and import shall be accompanied by a phytosanitary certificate issued by the national service or agency responsible for plant protection in the seed country of origin.
2. For the purpose of issuance of phytosanitary certificate, Member States shall periodically conduct surveys and exchange information with a view to drawing up comprehensive inventories of existing pests in the respective States.
3. Such inventories shall aim at updating the list of quarantine and non-quarantine pests.
4. The list of quarantine and non-quarantine pests and the modalities of seed phytosanitary control drawn up for the purpose of inter and intra-Community trade shall be determined by the ECOWAS Commission.

SECTION IV: SEED MARKETING

CHAPTER XXII: MARKETING BY PRODUCER-DISTRIBUTORS AND DISTRIBUTORS

Article 70: Variety of Seeds marketed on the Regional Market

Only seeds registered in the West African Catalogue of Plant Species and Varieties shall be marketed in the sub-region.

Article 71: Accreditation

1. The marketing of seeds by producer-distributors and distributors shall be subject to official accreditation.
2. Such accreditation shall be renewable every three years at the holder's request.
3. The criteria for accreditation shall be determined by each Member State in accordance with the provisions of this Regulation.

Article 72: Stores Accounting

All seed producer-distributors and distributors shall keep detailed account of stock entries and withdrawals in a ledger that shall be available for checking and inspection at all times by the official quality control and certification authority or any other accredited private body, and by the competent authorities of the Ministry of Trade.

Article 73: State of Storage Facilities

1. All storage facilities for seed marketing must have appropriate temperature and humidity levels. They shall be kept tidy and well ventilated for effective seed conservation.
2. The storage facilities shall also be regularly disinfected.

Article 74: Conditions for Bags Storage

Seed bags shall be placed on duckboards or pallets. They must not be laid down on the ground or be kept in contact with walls. Seed batches shall be arranged in a way to create a passage between piles of seeds to facilitate control and sampling.

Article 75: Conditions for Transportation

Seeds shall be transported in conditions that maintain their intrinsic quality.

basic seeds, which germinating capacity falls below the required standards. In such case, the real germinating capacity shall be indicated on the label.

(b) *Authorization of non-conforming seeds*

The official authority or any other accredited private body responsible for quality control and certification may exceptionally issue, in case of emergency and/or for dormant seeds, certification labels for non-conforming seed batches, after a rapid preliminary evaluation of viability through a biochemical process.

CHAPTER XX: CARRY-OVER SEED BATCHES

Article 68: Declaration of Carry-Over Seed Batches

1. Certified seed batches shall be considered as carry-over batches counting from the starting date of the new planting season following the harvest season. Such batches shall be declared to the official quality control and certification authority or any other accredited private body.
2. Such seed batches shall be examined to ascertain germinating capacity by the national laboratory of the Member State or any other laboratory fully accredited. Labels of non-conforming batches shall be withdrawn.

CHAPTER XXI: MUTUAL RECOGNITION

Article 69: Mutual Recognition of Certification

Seeds certified by an authorized service of a Member State in accordance with the provisions of this Regulation and its implementing Regulations shall be recognized as such by all other Member States.

- (a) Weight;
 - (b) Reference to this Regulation;
 - (c) Name of official quality control and certification service or body.
2. The seal of the official quality control and certification authority or accredited private body of the country in which the seed was produced, shall be used as a guarantee of the authenticity of the certification label.
 3. The back side of the certification label shall bear no annotation.
 4. The number of certification labels shall be strictly limited to the number of units that make up each certified batch.

Article 65: Withdrawal of Certification Labels

1. Where a seed batch has been declassified or rejected after testing, for non-compliance with the set standards, all certification labels already issued shall be withdrawn and recovered by the official quality control and certification authority.
2. The seed batch in question shall no longer be used or marketed.

CHAPTER XVIII: CERTIFICATION ATTESTATION

Article 66: Issuance of Certification Attestation

1. Certification attestation is an official document issued in respect of a seed batch by the official control and certification service or any other accredited private body at the request of any person wishing to use the batch in question.
2. A certification attestation template is listed in the implementing Regulation mentioned in Article 57 of this Regulation.

CHAPTER XIX: EXEMPTIONS

Article 67: Exceptional Issuance of Certification Labels

- (a) Authorization of non-conforming pre-basic and basic seeds

The official authority or any other accredited private body responsible for quality control and certification may exceptionally issue certification labels for pre-basic or

CHAPTER XVII: LABELLING

Article 62: Mandatory Labelling

1. Any packaging containing certified seeds shall bear a certification label issued by the official quality control and certification authority or body. The certification label shall be different from the seed producer's label in accordance with Article 52 of this Regulation.
2. The official service or body responsible for quality control and certification shall have the sole authority to print, distribute and affix official certification labels. This responsibility may, however, be delegated to an accredited private body.
3. Certification labels shall be affixed in a way to ensure inviolability of the package.
4. A certification label identical to that affixed to the package shall be placed inside the said package, where such package does not bear printed specifications of the seed batch.
5. The certification labels sample is listed in the implementing Regulation as stipulated in Article 57 of this Regulation.

Article 63: Colour of Certification Labels

The colours of certification labels shall depend on seed category. The authorized colours shall be:

- (a) white with diagonal violet stripes - for parent material and pre-basic seeds;
- (b) white for basic seeds;
- (c) blue for "R₁" or first generation certified seeds; and
- (d) red for "R₂" or second generation certified seeds and "F₁" hybrid seeds.

Article 64: Specifications on Certification Labels

1. The top side of certification labels shall bear the following indications:
 - (a) Name of species, followed where appropriate by cropping suitability or varietal type; for example:
Species: rainfed rice or irrigated rice;
Hybrid maize or composite maize;
 - (b) Name of variety as listed in the WACPSV;
 - (c) Batch number;
 - (d) Size;
 - (e) Minimum germination capacity;
 - (f) Year and month of harvest;
 - (g) Minimum genetic purity;

CHAPTER XV: CONTROL MODALITIES

Article 57: Administrative documents template

An implementing Regulation of the Commission shall define the administrative documents template to be used for seed quality control in Member States.

Article 58: Annexed technical regulations

An implementing Regulation of the Commission related to the annexed technical regulations shall complement the modalities of seed quality certification and control in the Member States.

SECTION III: SEED CERTIFICATION

CHAPTER XVI: CERTIFICATION,

ELIGIBILITY CONDITIONS AND CERTIFICATION FEE

Article 59: Certification

All plant seed produced for the purpose of marketing shall be certified in accordance with the provisions of this Regulation and its implementing Regulations.

Article 60: Eligibility

Certification shall be applicable only to seed batches from farms regularly eligible for control and for varieties listed in the WACPSV.

Article 61: Certification Fee

1. Any service in respect of certification, be it for control in the field or in laboratory, shall be subject to collection of a certification fee.
2. A certification fee shall be collected by the official service or any other quality control and certification body at the time of certification labels issuance or laboratory reports.
3. The fee, payment modalities and the conditions for allocation of proceeds shall be determined by each Member State.

- (b) logo or trade name, where these exist;
- (c) name of the species and of the variety as listed in the WACPSV;
- (d) category, generation and production cycle;
- (e) net weight;
- (f) certification label; and
- (g) name of the product used for treatment

CHAPTER XIII: SPLITTING - REPACKAGING

Article 53: Splitting and Repackaging

Where seed batches have been assembled and labelled, any subsequent splitting and/or repackaging shall be undertaken in the presence of agents of the quality control and certification authority, failing which the seed batches concerned shall be rejected.

Article 54: Labelling

In the case of splitting and/or repackaging, the new labels shall bear the same particulars as the original labels, with additional information indicating that the batch has been repackaged.

CHAPTER XIV: STORAGE

Article 55: State of Storage Facilities

1. All seed storage facilities must have an appropriate temperature and humidity. They shall be kept tidy and well ventilated to ensure effective seed conservation.
2. Storage facilities must also be regularly disinfected.

Article 56: Conditions for Bags Storage

Seed bags shall be placed on duckboards or pallets. They must not be laid down on the ground or be kept in contact with walls. Seed batches shall be arranged in a way to create a passage between piles of seeds to facilitate control and sampling.

4. A posteriori control shall be conducted in accordance with a protocol established by the quality control and certification authority in collaboration with the national research institutions concerned.
5. Quality control during seed marketing shall be carried out by agents of the official quality control and certification authority or any other accredited private entity and agents of the Ministry of Trade.

CHAPTER XI: CONDITIONING

Article 48: Seed Treatment

Seed presented for certification shall be treated in a seed conditioning plant accredited by the official quality control and certification authority of the Member State in which they have been produced.

Article 49: Use of Sorting Sieve

Seed cleaning lines in accredited conditioning plants shall use at least one set of three-grid sieve, with top, middle and bottom sieves, selected according to the species to be conditioned.

Article 50: Maintenance of Facilities

The conditioning facilities shall be cleaned after every use to avoid accidental mix ups.

CHAPTER XII: PACKAGING

Article 51: Types of Packaging

The type of packaging used shall be those authorized in each Member State. The packaging shall be clean, resistant and to ensure proper seed protection and viability.

Article 52: Marking the Packaging

1. All producers shall mark the packaging of their seeds.
2. The package markings shall be indicated in clear and easily legible print:
 - (i) name and address of the producer or distributor;

(c) Germination Test

The germination test shall seek to determine the germinative value of the seeds for sowing in farm and provide data for comparison of different seed batches between them.

(d) Health Status Test

The health status test shall determine the health of a seed sample through examination to detect diseases caused by organisms such as fungi, bacteria and viruses as well as animal parasites including nematodes and insects.

(e) Varietal Purity

The laboratory control of varietal purity shall ascertain the varietal identity of a seed batch and compare its varietal purity with that of a reference sample.

Determination of varietal identity may be morphological, physiological, cytological or chemical.

Article 46: Laboratory Reports

1. All test results shall be indicated in a seed analysis report issued by the competent national seed testing laboratory of the Member State.
2. A sample seed laboratory report is presented in the annexed Regulation mentioned in Article 57 of this Regulation.
3. For the purpose of seed trade in Member States, an International Seed Analysis Certificate is also issued to the national seed testing laboratory of the Member State in accordance with the applicable rules of the ISTA.

Article 47: A posteriori Control

1. A posteriori control shall be carried out after certification, on a reference sample of seeds of all categories. Such control may extend to parent material and pre-basic seeds in the event of a dispute or complaint.
2. With regard to pre-basic and basic seeds, the outcomes of such control shall enable to confirm or modify the classification of remaining seed batches and the progeny of controlled batches.
3. The sample used for quality control shall be taken in accordance with ISTA standards and conserved by the official quality control and certification authority or any other accredited private body of the Member State.

Article 44: Sampling

1. To determine the value of seed batches, the official quality control and certification authority or any other accredited private body shall take samples for laboratory testing.
2. Sampling shall be carried out in accordance with the international rules established by the International Seed Testing Association (ISTA).
3. The sample weight for each species shall be defined in the annexed technical regulations mentioned in Article 58 of this Regulation.
4. The samples shall be placed in sachets bearing the following information:
 - Official quality control and certification authority or accredited private body of the Member State;
 - Name of producer;
 - Species and variety;
 - Category;
 - Batch number;
 - Batch weight or number of units in the batch;
 - Treatment and products used;
 - Sampling date;
 - Name of agent of the official authority or accredited private body responsible for quality control and certification or of the laboratory assistant.

Article 45: Laboratory Control

1. Any seed batch submitted for certification shall be tested in a laboratory designated by the Member State or an official laboratory affiliated to the ISTA.
2. Such control shall embrace the five key areas indicated hereunder. These standards shall be defined in the annexed technical regulations as stipulated in Article 58 of this Regulation
 - a) **Analytical Purity**

The laboratory control of analytical purity shall determine:

 - i. the composition of the analysed sample; and
 - ii. the identity of seed species and inert particles that constitute the sample.
 - b) **Water Content**

The laboratory control of water content shall seek to determine seed moisture content using appropriate methodology.

Article 40: Classification of Crops

1. The inspectors shall classify the crops on the basis of the outcomes of and the observations made during control visits.
2. A crop may be rejected where the technical recommendations or directives issued during previous visits have not been complied with:
 - (a) the concerned party shall be notified as soon as possible of any rejection;
 - (b) where there has been multiplication of parent seeds imported from non-ECOWAS Member States, classification of the seed farms shall be subject to the results of varietal control conducted in the laboratory or in the farm.

CHAPTER X: QUALITY CONTROL OF SEED BATCHES

Article 41: Constitution of Seed Batch

1. All seed batches shall be physically identifiable by a number which could be a figure or letter or a combination of both.
2. With the authorization of the quality control service, a given batch of certified seeds may be constituted from the products of several farms of the same variety and of the same parent seed.
3. However, with respect to pre-basic and basic seeds, the product from one farm constitutes a batch.

Article 42: Size of a Seed Batch

The size of seed batches shall depend on the species. It shall be defined in the annexed technical regulations mentioned in Article 58 of this Regulation.

Article 43: Identification of Raw Seed Batches

From the harvest to the packaging stage, raw seed batches of all categories, whether bagged or loose, shall be provisionally identified by a label, a harvest tag or any other relevant document to avoid any accidental mix up.

2. The report shall also contain technical recommendations or directives in accordance with the rules governing the specific species.
3. A sample field inspection report is listed in the implementing Regulation mentioned in Article 57 of this Regulation.

Article 37: Seed Technicians

1. Any seed producer without the necessary technical skills shall resort to the services of a seed technician whom he shall engage from the stage of production up to that of sale to distributors.
2. The seed technician shall meet the following conditions:
 - be accredited by the official national quality control and certification authority;
 - provide services to only one producer at a time. This requirement may, however, be waived if the contract concluded with several producers does not cause prejudice to any of them.
3. The seed technician shall:
 - oversee standing crops;
 - be present at each inspection visit;
 - tidy up the sowing, cropping, harvesting and transportation as well as the packaging and storage facilities;
 - identify seed batches; and
 - store the seeds in appropriate conditions.
4. The application for registration template as seed technician is found in the annexed Regulation mentioned in Article 57 of this Regulation.

Article 38: Internal Control

Any producer admitted for control may put in place an internal crop control structure that engages seed technicians.

Article 39: Abandoning a Seed Farm

A seed farm may be abandoned for climatic or technical reasons at any stage of the vegetative process. In that event, the producer shall accordingly inform the official quality control and certification authority or any other accredited private body within the shortest possible time.

in flower; the flowers are open, the stigmas are receptive and the spores release pollen.

(d) Fourth inspection: Pre-Harvest Phase

The fourth inspection shall take place a few days before harvest: the seed is sufficiently firm and has attained physiological maturity.

3. The field characteristics and minimum standards required for each species are specified in the annexed technical regulations mentioned in Article 58 of this Regulation.

Article 34: Factors determining Number of Inspections

1. The minimum number of inspections shall be determined based on the following characteristics:
 - Seed farm environment;
 - Origin of parent seed;
 - Cropping history;
 - Isolation,
 - Crop condition.
2. All these characteristics shall be spelt out in the annexed technical regulations mentioned in Article 58 of this Regulation.

Article 35: Grounds for Rejection of a Seed Farm

1. A seed farm shall be rejected by the official quality control and certification authority or any other accredited private body if it fails to meet the required standards in respect of:
 - Physical purity,
 - Adventive plants,
 - Health status, and
 - Varietal purity.
2. The required standards in regard to the above characteristics shall be spelt out in the annexed technical regulations mentioned in Article 58 of this Regulation.

Article 36: Inspection Report

1. The inspections shall take place in the presence of the seed grower or an accredited representative of the producer, and a report containing observations on the cropping condition of the seed farm issued.

Article 31: Seed Multiplication Contract

1. The seed multiplication contract concluded between the seed producer and one or several farmer-seed growers shall include:
 - (a) a commitment by the farmer-seed grower to respect existing regulations, allow the quality control agents to inspect his/her crops and not inconvenience neighbouring seed farms; and
 - (b) an undertaking by the producer to provide the farmer-seed grower with all necessary technical instructions and deliver the parent seeds in good time.
2. A seed multiplication contract template is listed in the implementing Regulation referred to in Article 57 of this Regulation.

Article 32: Control Agents

1. Throughout their growing cycle, seed crops shall be under the surveillance of sworn in agents, hereinafter known as inspectors, drawn from the official national quality control and certification authority of the concerned Member State or any other accredited private body.
2. The inspectors shall have the mandate to visit seed farms to ascertain their characteristics and cropping condition.

Article 33: Field Inspections

1. The inspectors shall carry out extension visits and shall, in this regard, have free access to seed farms. They shall produce a field inspection report with respect to each visit.
2. At least four inspection exercises shall be undertaken in the course of a cropping cycle.
 - (a) **First Inspection: Preliminary Inspection**
This first inspection shall take place before cropping to ascertain whether or not the land set aside by the producer meets the minimum characteristics and standards required for species to be multiplied.
 - (b) **Second Inspection: Pre-Flowering Phase**
The second inspection shall take place during the vegetative phase extending from cropping phase to that start of flowering up to emergence of inflorescence.
 - (c) **Third Inspection: Flowering Phase**
The third inspection shall take place when some 50 percent of the plants are

Article 27: Number of Varieties and Categories

1. The number of seed varieties and categories authorized for multiplication on the same agricultural property shall be determined by the species and in accordance with the standards laid down in the annexed technical regulations.
2. The number of varieties shall not be restricted, as far as testing stations or experimental farms are concerned, on condition that the isolation standards defined in the aforementioned technical agreements are observed.

Article 28: Origin of the Parent Seed

1. The official quality control and certification authority or any other accredited private body shall ensure that the producer or farmer-seed grower uses only certified parent seeds.
2. All seed producers or farmer- seed grower shall justify the origin of the parent seed with documentary evidence such as certification label, invoice, delivery note or any other relevant document.

CHAPTER IX: PRODUCTION CONTROL

Article 29: Control Periods

Control shall be undertaken at all stages of activity, namely: seed production, conservation, packaging, warehousing, transportation, marketing and utilization.

Article 30: Cropping Declaration

1. Before each certification season, individuals or corporate bodies admitted for control shall transmit, prior to cultivation, a cropping declaration to the national quality control and certification authority or any other accredited private body within a reasonable time frame, failing which the declaration shall be rejected.
2. Any subsequent changes to the cropping declaration shall be reported immediately to the quality control and certification authority or any other accredited private entity.
3. A sample cropping declaration shall feature in the implementing Regulation as defined in Article 57 of this Regulation.

Article 23: Generations of Certified Seed

1. Certified seed may concern several successive seed generations:
 - First generation or "R₁" certified seed, from basic seed;
 - Second generation or "R₂" certified seed, from "R₁" certified seed;
 - Third generation or "R₃" certified seed, from "R₂" certified seed.
2. For hybrid varieties, certified seeds resulting from one sole hybridization (F₁) of basic seeds. These are referred to as certified seeds of hybrid varieties.

Article 24: Generations of Authorized Certified Seeds

1. The last authorized generation under this Regulation shall be the certified seeds of the second generation "R₂" which is not likely to produce seeds.
2. However, in case of difficulty of certified seeds supply owing to force majeure in one of the Member States, the other Member States may authorize the delivery or marketing of seeds from the last authorized R₂ generation to address the crisis situation. Such seed must comply with the basic standards required for R₂ certified seeds and shall be referred to as third generation or "R₃" seed.
3. The required standards in relation to the above characteristics shall be defined in the annexed technical regulations as mentioned in Article 59 of this Regulation.

CHAPTER VIII: PRODUCTION CONDITIONS

Article 25: Location of Seed Farm

1. Individual or corporate entities admitted for quality control shall abide by the production zones recommended by the breeder of a given variety.
2. The seed farm shall be accessible for inspection at any time throughout the growing cycle.

Article 26: Cultivated Areas

The minimum and maximum areas per crop and per plot shall be as applicable in each Member State.

CHAPTER VII: ORGANIZATION OF PRODUCTION

Article 20: Seed Producer and Farmer-Seed Grower

1. A seed producer is any individual or corporate entity duly admitted for quality control.
2. A seed producer may enter into multiplication contract with one or several farmer-seed growers engaged in similar species.
3. A farmer-seed grower shall not be authorized to conclude multiplication contract with several producers. However, exemptions may be allowed where the contract with several producers does not cause prejudice to any one of them.

Article 21: Varieties to be farmed

1. Only seeds of the varieties registered in national catalogue or the West African Catalogue of Plant Species and Varieties (WACPSV) may be eligible for multiplication, for the purpose of certification.
2. The characteristics of these varieties shall be consistent with those of samples deposited at the time of registration in the WACPSV and conserved under the responsibility of the national committee in charge of registration in the catalogue.

Article 22: Seed Categories

The seed categories shall be as follows:

(a) **Parent Material (G_0)**

Parent material G_0 means the initial material, production of which shall be based on well-defined methodology for pedigree seed production.

(b) **Pre-basic Seed (G_1 , G_2 and G_3)**

Pre-basic seed G_1 , G_2 and G_3 means the seed generations between parent material and basic seed. Pre-basic seed shall be produced directly by the breeder of the variety or his/her authorized agent.

(c) **Basic Seed (G_4)**

Basic seed G_4 means the seed derived from pre-basic seed produced under the responsibility of the maintainer according to pedigree seed production rules generally accepted for the variety, and intended for production of certified seeds.

(d) **Certified Seed**

Certified seed means the seed resulting directly from the first or second multiplication of basic seeds.

- Wholesaler;
- Retailer;
- Importer /Exporter;
- Associated operators such as packaging professionals, brokers, transporters and packers.

Article 17: Validity of Professional Card

The professional card shall be issued for a period of three years, renewable upon the holder's request, in accordance with the applicable procedures.

Article 18: Suspension of Professional Card

1. The professional card shall be suspended in the following cases, after written notification to the holder:
 - (a) Where there has been non-observance of the provisions of this Regulation despite the official quality control and certification authority's directives;
 - (b) Where sanction has been imposed on the holder in accordance with the concerned Member State's legislation related to crack down on offenses.
2. In the event of suspension of the professional card, the holder shall have a period of thirty (30) days from the date of notification to comply with the provisions of this Regulation. After this deadline, the holder's name shall be deleted from the register of professionals for the specific activity.

Article 19: Withdrawal of Professional Card

1. Professional card shall be withdrawn where:
 - (a) the holder has not been active for two consecutive years;
 - (b) the holder commits fresh infringement punishable by suspension within one year of the lifting of a previous suspension;
 - (c) the holder under suspension has not complied with the provisions of this Regulation within the thirty (30) days time frame granted under Article 18 of this Regulation.
2. The official quality control and certification authority shall serve notice of termination to the professional card holder. However, the holder may still have access to the quality control services for crops cultivated prior to the withdrawal decision and, hence, obtain certification for the seeds therefrom derived, where these have met the set standards.
3. Where a professional card has been withdrawn, fresh application may be filed only after three years following the date of withdrawal of the card.

- (c) The quality control and certification authority or any other accredited private body shall examine the application and ensure that the admission requirements are set by regional regulations have been meet. The applicant shall be notified of the approval or rejection of the application within fifteen (15) days of its submission;
- (d) Where the official quality control and certification authority or any other accredited private body deems it necessary, it may grant an additional period of ten (10) days to the applicant for submission of fresh application or provision of supplementary information.

Article 15: Eligibility Criteria

(a) General Criteria

Any individual or corporate body wishing to be admitted for quality control shall meet the following conditions:

- I. undertake to observe the annexed technical regulations as mentioned in Article 58 of this Regulation;
- II. have sufficient land;
- III. have sufficient and qualified technical personnel; and
- IV. possess appropriate facilities and equipment.

(b) Specific Criteria

The specific criteria shall be determined by the annexed technical regulations in accordance with the characteristics of each species.

Article 16: Professional Card

- 1. The official quality control and certification service shall issue a professional card to individuals or corporate bodies who have met the admission requirements.
- 2. Issuance of such card shall be subject to payment of a single registration fee in accordance with the type of activity. The amount, payment modalities and allocation of the proceeds of the single registration fee shall be determined by the concerned State.
- 3. Professional card shall be issued to the following individuals or corporate bodies:
 - Seed/Plant Breeder;
 - Producer of basic seeds;
 - Producer of certified seeds;
 - Plant producer (Nursery farmer)

SECTION II: QUALITY CONTROL

CHAPTER V: PRELIMINARY PROVISIONS

Article 11: Purpose of Control

1. The purpose of control shall be to enable the official quality control and certification authority or any other accredited private body to ascertain that the seeds submitted to it:
 - are of acceptable varietal or genetic purity;
 - are in good physiological and health condition; and
 - meet technological standards, where appropriate.
2. The required standards regarding the above characteristics shall be spelt out in the annexed technical regulations as mentioned in Article 58 of this Regulation.

Article 12: Area of Control

Seed quality control shall apply to all stages and venues of production, from the farm to the producer's or distributor's storage facility which must have previously been subject to control.

Article 13: Quality Control Authority

Seed quality control in each Member State shall be carried out by the official quality control and certification authority or any other accredited private body, in accordance with the provisions of this Regulation.

CHAPTER VI: ADMISSION FOR CONTROL

Article 14: Application for Admission for Quality Control

- (a) In each Member State, admission for quality control shall be granted to any individual or corporate body who applies accordingly. Admission shall be determined by the official national quality control and certification authority or any other accredited private body for one or several of the species listed in the WACPSV and, with regard to each of these species, for one or several categories of seed as defined in Article 22 of this Regulation;
- (b) Applications, using the appropriate form, shall be addressed to the official quality control and certification authority or any other accredited private body in the Member State before the start of the planting season;

2. Member States shall organize public access to the seed related information held by public authorities.
3. Member States shall help train and build the awareness of the seed sector stakeholders.

CHAPTER IV: SEED MANAGEMENT TOOL AND ORGAN

Article 9: West African Catalogue of Plant Species and Varieties

1. A West African Catalogue of Plant Species and Varieties, hereinafter known as the "WACPSV", is hereby established for a more effective management of seed quality control and certification in the Member States.
2. The WACPSV shall be the official document containing the list of all registered varieties in the Member States.
3. The WACPSV shall be constituted by all registered varieties listed in the Member States' national catalogues. To this end, each Member State shall institute a national catalogue of plant species and varieties.
4. The conditions for organizing WACPSV shall be determined by the Commission by regulations made thereunder.

Article 10: West African Seed Committee

1. A West African Seed Committee hereinafter referred to as WASC is hereby established. This Committee shall implement seed quality control, certification and marketing related applicable regulations, with a view to fostering the development of the seed sector in Member States.
2. The West African Seed Committee shall work closely with national seed committees for development of the seed sector. To this end, each Member State shall set up a national seed committee and a seed sector support fund.
3. At the request of WASC, each Member State shall provide information for verification of compliance with national seed quality control and certification systems with Community texts. WASC may conduct investigations in the Member States to verify the accuracy of information provided.
4. The functions, organization, operations and financing of the West African Seed Committee shall be defined in due course.

Article 3: Scope

1. This Regulation shall apply to all seed related activities, especially those pertaining to seed quality control, certification and marketing.
2. It shall not be applicable to freely used farm grains and seeds, without prejudice to the regulations in force in the ECOWAS region.

CHAPTER III: GENERAL PRINCIPLES

Article 4: Principle of Harmonization

In pursuance of this harmonization as intended by this Regulation, the Community shall help bridge the gap between Member States' legislations in terms of seeds.

Article 5: Principle of Free Movement of Seeds

In view of contributing to the organization of a common market as defined in the Community agricultural policy, there shall be free movement of seeds on the ECOWAS Member States territory so far as the seeds conform to the quality standards applicable in the ECOWAS region.

Article 6: Principle of Mutual Recognition and Equivalence

Member States shall implement the principle of mutual recognition of certifications based on technical specifications and Community standards on plant seeds as well as applicable procedures of control and registration in the ECOWAS region, and shall recognize such conditions and procedures as equivalent.

Each Member State allows on its territory seeds that comply with the technical standards adopted by another Member State.

Article 7: Principle of International Standards recognition

To ensure the free movement of seeds within Community and foster regional and international trade thereon, Member States shall anchor their seed technical regulations on international standards, guidelines and recommendations.

Article 8: Principle of Participation and Information

1. Member States shall ensure the full participation of various seed sector stakeholders in the process of public decision-making in seed related matters.

SEED TECHNICIAN means any seed professional licensed by the national seed quality control and certification body or authority of the Member State to assist seed producers.

CHEMICAL TREATMENT means the use of one or several chemical agents on seeds for their phytosanitary protection.

PHYTOSANITARY TREATMENT means the use of chemical products on seeds to protect them against diseases and parasites.

COMPOSITE VARIETY means any variety obtained by the combination of several lines or populations, of relative genetic variability.

PLANT SPECIES OR VARIETIES means the collection of plants of the lowest known botanic taxon i) defined by using the characteristics of some genotype or a combination of genotypes, ii) distinguishable from all other plant collections by at least one of these characteristics and iii) considered as an entity given its capacity for authentic reproduction.

CHAPTER II: PURPOSE AND SCOPE

Article 2: Purpose

1. The purpose of this Regulation is to harmonize the rules governing quality control, certification and marketing of plant seeds and agricultural plants in the Member States.
2. The harmonization is aiming at ensuring good quality and determining the origin of the seeds of plant species and varieties listed in the West African Catalogue of Plant Species and Varieties, as defined in Article 9 of this Regulation.
3. More specifically, the purpose of this harmonization should:
 - facilitate local production of quality seeds;
 - facilitate trade in seeds amongst Member States, through implementation of regionally agreed principles and rules that minimize trade barriers;
 - facilitate timely and convenient access by farmers to quality seeds;
 - create a climate propitious for private investment in the seed industry;
 - help widen the choice of seeds available to farmers; and
 - promote partnership between public and private sectors.

SEED TUBER means all or any part of a tuber meant for cultivation, as in the case of yam and potato.

CONVENTIONAL SEED means any seed of a variety of which the visual, technological and agronomic characteristics have been stabilized through genetic and biological manipulation.

CERTIFIED SEED means any seed obtained from the first or second farming of basic seed.

ROGUE SEED means any seed of undesirable plants or weeds growing in a farmland.

BASIC SEED OR FOUNDATION SEED (G_1) means any seed from pre-basic or has been produced under the responsibility of a maintainer in accordance with generally accepted breeding conservation rules for that variety and intended for the production of certified seeds.

INFECTED SEED means any seed invaded by living pathogens such as bacteria, mycoplasma, viruses, protozoa, fungi or yeasts.

INFESTED SEED means any seed invaded by parasitic animals such as insects or acarids.

PARENT SEED means any seed sown to produce a new generation. Any generation can be used as parent seed, except the generation sold to farmers to produce consumer grains.

NON-CONVENTIONAL SEED means any seed other than conventional seed.

PRE-BASIC OR BREEDER SEED means any generation G_1 , G_2 or G_3 seed situated between parent material and basic seed. Pre-basic seed is produced directly by the breeder of the variety or his authorized agent.

OFFICIAL CONTROL AND CERTIFICATION BODY means the national service or body responsible for seed control and certification.

SEED STORAGE means any conservation of seeds in a storage area or warehouse under appropriate temperature and humidity conditions.

MOISTURE OR WATER CONTENT means the percentage of water content in a seed sample.

PLANT means any young plant, stem cuttings, leaves or root, grafts and runners meant for plant production.

DISEASED PLANT means any plant showing signs of malformation caused by infestation.

SHOOT means any young plant resulting from grain germination and still dependent on the same grain for nourishment.

POLLEN means an aggregation of microscopic grains produced by stamens and which constitute the male productive elements of flowering plant.

CONTAMINATION means any contamination of the seed farming process by the presence of off-type and adventive weeds and/or dangerous diseases and other cultivated plant species difficult to separate.

SEED PRODUCER means any individual or corporate body specialized in the production of seeds and duly registered for inspection.

SEED PRODUCER-DISTRIBUTOR means any individual or corporate body specialized in the production of seeds and engaged in their wholesale, semi-wholesale or retail marketing.

SPECIFIC PURITY means the proportion of elements considered in a seed batch.

VARIETAL OR GENETIC PURITY means the proportion of plants in the field that meet the standards of the variety. In the laboratory, it means the proportion of a given variety in a seed batch.

TECHNICAL REGULATION means the document specifying the characteristics of a product or its production procedures and methods, including the applicable administrative requirements that must be respected. Technical regulation may also partially or fully determine the terminologies, symbols or specifications used for packaging, marking and labelling of a product, service, production procedure or method.

PLANT BREEDER means any individual or corporate body engaged in plant improvement with a view of creating new varieties.

SEED means any plant material or organ, or part of plant organ, such as grain, shoot, bulb, scion, rhizome, tuber or embryo, able to reproduce a unit

STRAIN means stock of descendants of one or several parents. In plants, line is the result of successive self-fertilizations over several generations.

SEED BATCH means any quantity of seeds defined and identifiable by a number, and is homogenous especially in terms of identity and varietal or genetic purity, special purity, germinating capacity and humidity level.

RAW SEED BATCH means any batch of seeds meant for certification.

MAINTAINER means any person or organization responsible for maintaining a variety listed in the national catalogue and likely to be sent in for certification

PARENT MATERIAL (G₀) means any initial or zero generation (G₀) material, production of which is based on a well-defined breeder seed conservation method.

ACTIVE INGREDIENT means the content of a product to which its effectiveness is wholly or partly attributable.

INERT INGREDIENT means any impurities such as debris, soil or straw fragments contained in a batch of seeds

STANDARDS means a set of benchmarks for evaluating seed quality

SEED BREEDER means any individual or corporate body that has created or discovered or developed a new variety

ACCREDITED PRIVATE BODY means any private institution authorized by the Member State to undertake control and certification activities

BATCH ORIGIN means any place for production of seed batch such as country, town, village or any other relevant locality.

SEED PRODUCTION FARM means any plot of a land of a single tenant comprising one or several seed farms

ADVENTIVE PLANT means any undesirable plant or weed growing on a farm land

ALLOGAMOUS PLANT means any cross-fertilized plant.

AUTOGAMOUS PLANT means any plant which reproduces through the fertilization of its ovules by its own pollen.

REGISTRATION means the procedure by which the species or varieties intended to be included in the national catalogue of species, are registered.

HOMOZYGOTE means any unit whose cells contain double the amount of genes of a specific nature.

OFF-TYPE means any plant of given species that does not conform to the standards of the species.

DOUBLE CROSS HYBRID means the product of a cross between two single cross involving four strains.

SINGLE CROSS (F₁) means the product of a cross between two pure strains obtained by artificial self-fertilization.

THREE-WAY CROSS means the product of a cross between a single female cross and a pure male strain.

HYBRID means the product of a cross between two or several genetically different species.

UNIT means any live specimen of an animal or plant species deriving from a single cell.

ISOLATION means measures taken to protect a seed production farm from pollution by a foreign pollen.

ISOLATION IN TIME means staggering the planting date of varieties of the same species such that the flowering periods do not coincide.

ISOLATION IN SPACE means keeping a set distance between a variety meant for farming and another variety of the same species, or between a variety that has been farmed and the same variety that has not been rogued.

ISTA means International Seed Test Association.

LABORATORY ASSISTANT means any person trained to work in a laboratory.

SEED ANALYSIS LABORATORY means any premises specially designed to conduct seed tests generally on special purity, varietal purity, germination, humidity level and health status, with a view to determining the quality.

PURE STRAIN means any genetically homozygote and homogeneous strain.

COMMUNITY LAW means a law resulting from the enforcement of the ECOWAS Treaty and subsequent texts.

SEED SAMPLING means any portion that is representative of seed batch sampled in accordance with the applicable technical regulations.

SAMPLING means the range of techniques used to obtain samples following a specific process.

PACKAGING means any container notably bags, sachets, cartons made of various materials such as cotton, paper, aluminium and polythelene in which seeds are packaged.

ROGUEING means the elimination of off-type plants, diseased plants or any other plants that could alter seed quality.

SPECIES means all plants that inter-cross and are distinguishable by a number of common features.

GERMINATION TEST OR TRIAL means any laboratory test carried out in view of observing the appearance of a seedling and its development up to the stage where its basic organs indicate that it would be able or unable, in future, to evolve into a normal plant under conducive full soil conditions.

SEED HEALTH STATUS means a condition related to the presence or absence of diseases caused mainly by moulds, bacteria, virus and other parasites such as insects, acrimas and nematodes.

LABEL means any document visibly displaying specific information in a readable manner to facilitate seed identification or traceability.

GERMINATING CAPACITY means the ability of a batch of seeds to germinate, evaluated by calculating the percentage of grains that germinate in a given batch of seeds, under normalized conditions within a given time frame.

GENERATION means phylogenesis in successive progenies.

FARM GRAIN AND SEED means any seed or grain produced on the farm itself meant for the farmer's personal use and not destined for sale on the market.

WEED GRAIN means any grain produced by herbaceous wild plants.

CERTIFICATION means the culmination of seed quality control process in the field or in the laboratory, ensuring that the seeds conform to minimum standards of varietal purity through genealogical parentage and a system of breeder seed maintenance of varietal features, in accordance with the provisions of applicable technical regulations.

SEED PRODUCTION FARM means any plot of land devoted to seeds production and farming of a specific variety.

MARKETING means the sale, conservation for the purpose of selling, sale offer and any form of cession, supply or transfer for the purpose of commercial transaction, of seeds or plants with or without remuneration.

COMMISSION means the ECOWAS Commission.

COMMUNITY means the Economic Community of West African States.

SEEDS CONDITIONING means the operation by which seeds are dried, cleaned, sorted, treated and packaged to avoid physical, chemical or biological degradation and facilitate handling.

SEED FARMING CONTRACT means a written agreement bidding farmers-seed farmers and seed producers accredited by competent authorities.

QUALITY CONTROL means the set of activities carried out by competent authorities to verify that the varietal or genetic purity of seeds, their physiological and health conditions as well as their technological standards conform to the technical regulations applicable in Member States.

SEED CONTROLLER means any technician responsible for inspecting standing plants to ensure that seed farming establishment and management conform to technical regulations applicable in the Member States.

CROPPING DECLARATION means the document or form to be filled out by any individual or corporate body whose name features on the list of seed producers.

DISJUNCTION means any plant deriving from a species progeny but without the features of that species given the fact that it has not been genetically engineered.

SEED DISTRIBUTOR means any individual or corporate body other than the seed producer engaged in seed marketing either as a wholesaler, semi-wholesaler or retailer.

ENACTS:
SECTION I: GENERAL PROVISIONS
CHAPTER I: DEFINITIONS

Article 1: Definitions

For the purposes of this Regulation:

FARMER-SEED FARMER means the category of farmers specialized in seed farming.

ALLOGAMY means the cross-pollination mode whereby the two gametes (male and female reproductive cells) are from two different individuals.

SEED ANALYSIS means the range of techniques used in the laboratory to determine the quality of seed sample.

CROPPING HISTORY means cropping undertaken during the planting season immediately preceding the said season.

SELF FERTILIZATION means the fertilization of a pistil by a pollen from the same flower or another flower of the same plant.

AUTOGAMY means the fertilization mode whereby the male and female gametes come from the same unit.

PLANT CASTRATION means the removal or destruction of male plants reproductive organs.

CATALOGUE OF SPECIES AND VARIETIES means the official document containing the list of all registered species and varieties.

WEST AFRICAN CATALOGUE OF PLANT SPECIES AND VARIETIES or **WACPSV** means the catalogue of plant species and varieties common to Member States.

SEED CATEGORY means the class of seeds of the same nature potentially of one or several generations.

PHYTOSANITARY CERTIFICATE means the document that conforms to the models recommended by the International Convention for Plant Protection (ICPP)

Mindful of Decision C/DEC.16/12/90 on the establishment of Inter-State Technical Committees to monitor price trends for specific agricultural products or groups of products;

CONSIDERING the strategic role of the agricultural sector in the economy of Member States in terms of meeting the food needs of the population and eradicating poverty in rural areas;

CONSIDERING the need to promote in Member States, sustainable agriculture that is more productive and competitive, and capable of ensuring food security and higher living standards for farmers;

CONVINCED that seeds are of crucial importance in promoting sustainable agriculture and for actualization of the Community agricultural policy;

RECOGNIZING that regular supply of quality and affordable seeds to markets of Member States is a prerequisite for achieving food security and improved living standards for farmers;

DESIROUS OF ensuring safe and regular quality seeds supply to Member States' markets and, to this end, harmonizing the rules governing seed production and marketing in these States;

COMMENDING the active involvement and positive contribution of other sub-regional organisations such as CILSS and UEMOA in the formulation, improvement and finalisation of this draft Regulation;

ON THE RECOMMENDATION OF the ECOWAS Member States' Ministers of Food and Agriculture meeting in Ouagadougou on 8 November 2007;



Sixtieth Ordinary Session of the Council of Ministers

Abuja, 17 - 18 May 2008

**REGULATION C/REG.4/05/2008 ON THE HARMONIZATION
OF RULES GOVERNING QUALITY CONTROL,
CERTIFICATION AND MARKETING OF PLANT SEEDS AND
SEEDLINGS IN THE ECOWAS REGION**

THE COUNCIL OF MINISTERS

Mindful of Articles 10, 11 and 12 of ECOWAS Revised Treaty establishing the Council of Ministers and defining its composition and functions;

Mindful of Decision A/DEC.11/01/05 adopting an Agricultural Policy for the Economic Community of West African States;

Mindful of Decision C/DEC.1/5/81 in relation to the eradication of hunger, popularization of seed varieties and more productive animal species, financing of research programmes and agricultural production projects, as well as the storage and processing of agricultural products;

Mindful of Decision C/DEC. 5/5/81 related to the production of selected basic seeds and the choice of seed production stations;

Mindful of Decision C/DEC.1/05/83 on short and medium-term programmes for implementation of the Regional Agricultural Development Strategy;

Mindful of Decision C/DEC.14/12/90 on the establishment of a Sub-regional Seed Committee;



ECONOMIC COMMUNITY OF
WEST AFRICAN STATES



PERMANENT INTERSTATE
COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN
THE SAHEL

Regulation c/reg.4/05/2008 on the
Harmonization of Rules governing Quality
Control, Certification and Marketing of
Plant Seeds and Seedlings in the ECOWAS
region.

Institut du Sahel (INSAH) - NOVEMBER 2009